

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

SECRETARIAT GENERAL



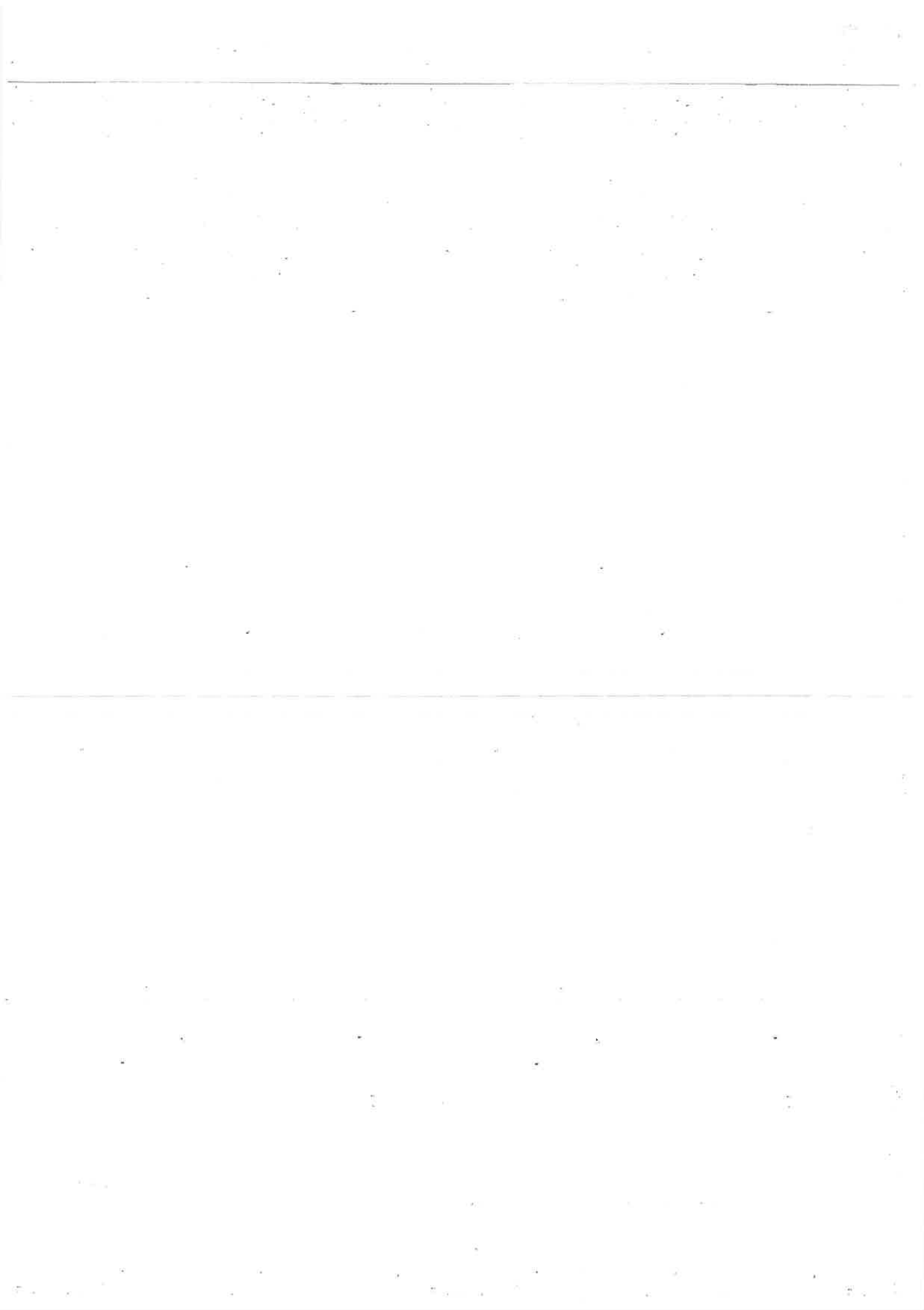
BURKINA FASO

Unité - Progrès-Justice

**PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DU
PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET SOCIAL (PNDES) 2017-2020**

juillet 2017

13





Empowered lives.
Resilient nations.

DOCUMENT DE PROJET
BURKINA FASO

Titre du projet: Projet d'Appui à la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PA-PNDES)

Numéro du projet:

Partenaire de réalisation: Système des Nations Unies - PNUD

Date de début: Août 2017

Date de fin: Décembre 2020

PAC

Meeting date:

Résumé du projet

Malgré les avancées obtenues par les stratégies de développement précédentes, principalement la SCADD 2011-2015, il a été noté que leur mise en œuvre a été confrontée à nombre de problèmes notamment :

- la difficulté à formuler des politiques publiques, des projets et programmes de développement orientés vers des résultats et prenant en compte les principes-clés de programmation des Nations Unies (orientation vers les résultats, participation, inclusivité, vulnérabilité, genre, approche droits, humain, durabilité environnementale etc.);
- les difficultés de mise en œuvre desdits politiques publiques, projets et programmes non seulement en raison des problèmes relatifs à leur formulation, mais également aux goulots d'étranglements liés aux deux principales composantes de la mise en œuvre que sont la gestion financière (engagement, ordonnancement, liquidation et paiement) et les procédures de passation des marchés publics ;
- les difficultés de suivi des activités et des réalisations liées à la fois à la définition des livrables, à celles des critères de leur qualité, des calendriers de suivi, des rôles et des compétences des personnes en charge du suivi ;
- la mobilisation des ressources financières.

Conçu comme un accompagnement à la mise en œuvre du PNDES, ce projet vise à donner aux différents acteurs impliqués dans les processus ci-dessus mentionnés les capacités et les outils indispensables à la résolution desdits problèmes afin de faciliter l'atteinte des objectifs du PNDES.

Il concerne aussi bien les niveaux centraux et déconcentrés de l'administration que les collectivités territoriales décentralisées, la société civile, les partenaires au développement, le secteur privé et les populations d'une façon générale, soit en tant que acteurs, soit en tant que bénéficiaires. A ce titre, il vise quatre (04) résultats-clés à savoir :


- les structures en charge de la planification des ministères, des institutions et les collectivités territoriales formulent des politiques publiques, projets et programmes pour la mise en œuvre du PNDES tenant compte des principes-clés de programmation;
- les structures en charge du suivi et de l'évaluation des politiques publiques, des projets et programmes assument efficacement leurs rôles ;
- les structures en charge de la mise en œuvre des politiques publiques, des projets et programmes, en particulier de la gestion financière et de la passation de marchés, assument leurs fonctions avec célérité, de façon transparente et dans le respect des règles ;
- l'Etat et les collectivités territoriales mobilisent les ressources nécessaires pour la réalisation des objectifs du PNDES.

L'atteinte des objectifs reposera surtout sur les capacités et les ressources internes, mais également sur celles issues des partenaires au développement, de la coopération Sud-Sud, de la coopération triangulaire et la coopération décentralisée.

Contributing Outcome (UNDAF/CPD, RPD or GPD):
Indicative Output(s):

Total resources required:	7 837 775 000	
Total resources allocated:	UNDP TRAC:	
	Donor:	
	Donor:	
	Government:	
Unfunded:	In-Kind:	

Agreed by (signatures)¹:

Government	UNDP	Implementing Partner
		
Print Name:	Print Name:	Print Name:
Date: 11 SEP. 2017	Date: 22 SEP 2017	Date: 22 SEP 2017

¹ Note: Adjust signatures as needed

Table des matières

SIGLES ET ACRONYMES	5
1. DEFIS DE DEVELOPPEMENT	7
2. STRATEGIES ET OBJECTIFS DU PROJET	12
2.1. Principes et stratégies transversaux	13
2.2. Objectifs du projet.....	14
3. COMPOSANTES ET BENEFICIAIRES DU PROJET	17
3.1. Composantes du projet	17
3.1.1. Composante 1 : Renforcement des capacités des structures et des acteurs en charge de la planification pour la formulation des politiques publiques, projets et programmes tenant compte des principes-clés de programmation.	17
3.1.2. Composante 2 : Renforcement des capacités des structures et des acteurs en charge du suivi et de l'évaluation pour qu'ils assument efficacement leur rôle.	18
3.1.3. Composante 3 : Amélioration de la célérité, de la transparence et du respect des bonnes pratiques dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés publics.	19
3.1.4. Composante 4 : Appui à l'Etat et aux collectivités territoriales pour la mobilisation des ressources pour la réalisation des objectifs du PNDES.	20
3.2. Bénéficiaires du projet.....	21
4. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE	23
4.1. Coût du PA-PNDES	23
4.2. Ressources	23
4.3. Partenariat	24
5. ARRANGEMENTS DE GESTION	24
5.1. Comité de pilotage	24
5.1.1. Attributions du comité de pilotage	25
5.1.2. Composition et fonctionnement du comité de pilotage.....	25
5.2. Unité de gestion du projet.....	26
5.2.1. Attributions	26
5.2.2. Composition et fonctionnement de l'UGP	26
6. DISPOSITIF DE SUIVI ET EVALUATION	29
7. RISQUES ET HYPOTHESES	30
ANNEXES.....	31

13

SIGLES ET ACRONYMES

AN	Année
ARCOP	Autorité de régulation de la commande publique
BAD	Banque africaine de développement
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest
CADDT	Commissions d'aménagement et de développement durable du territoire
CNPD	Commission Nationale de Planification du Développement
CIADDT	Comité interministériel d'aménagement et de développement durable du territoire
CIFE	Circuit Intégré de Financement extérieur
CPD	Country program document
DGB	Direction générale du budget
DGCMEF	Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
DGCOOP	Direction générale de la coopération
DGCT	Direction générale des collectivités territoriales
DGD	Direction générale des douanes
DGDT	Direction générale de développement territorial
DGEP	Direction générale de l'économie et de la planification
DGESS	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGI	Direction générale des impôts
DGSI	Direction générale des services informatiques
DGTCP	Direction générale du trésor et de la comptabilité publique
DMP	Direction des marchés publics
FCFA	Franc de la communauté financière africaine
FMI	Fonds monétaire international
IDE	Investissements directs étrangers
LOADDT	Loi d'orientation en matière d'aménagement et de développement durable du territoire
MATD	Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation
MEF	Ministère de l'économie et des finances
MINEFID	Ministère de l'économie, des finances et du développement
ODD	Objectifs de développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
PA-PNDES	Projet d'Appui à la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social
PADEL	Programme d'appui au développement des économies locales
PCD	Plan communal de développement
PGA	Plateforme de Gestion de l'Aide
PIB	Produit intérieur brut
PM	Premier Ministère
PNDES	Plan national de développement économique et social
PNUD	Programme des nations unies pour le développement

PNP-PC	Politique nationale de promotion des pôles de croissance et de compétitivité
PRD	Plan régional de développement
PTBA	Plan de travail et de budget annuel
PTF	Partenaires techniques et financiers
RESINA	Réseau informatique de l'administration
RTA	Rapport trimestriel d'avancement
SCADD	Stratégie de croissance accélérée et de développement durable
SNADDT	Schéma national d'aménagement et de développement durable du territoire
SRADDT	Schémas régionaux d'aménagement et de développement durable du territoire
SNU	Système des Nations Unies
UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine
UGP	Unité de gestion de projet
UNDAF	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au développement

1. DEFIS DE DEVELOPPEMENT

En septembre 2015, la Communauté internationale a adopté sous l'égide des Nations Unies, l'agenda international pour le développement post 2015 qui consacre dix-sept nouveaux objectifs dits Objectifs de développement durable (ODD) auxquels sont adossés 169 cibles et 231 indicateurs. Dans son essence, l'Agenda de développement post-2015 est le nouveau cadre de développement devant structurer les activités des Etats pour la période 2016-2030. Il s'agit d'un programme de développement durable ambitieux, universel et porteur de changement, reposant sur les droits humains, et centré sur la recherche et la promotion du développement humain durable.

Se basant sur les fondements de ce nouveau cadre référentiel de développement au niveau mondial, mais surtout sur les priorités définies au niveau national, le Burkina Faso a formulé son référentiel national de développement, le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES). Le PNDES est bâti sur une analyse diagnostique de la situation sociale et économique. Ce diagnostic a relevé la persistance des inégalités sociales et les insuffisances structurelles du système productif national qui est peu inclusif et faiblement créateur d'emplois décents avec un capital humain insuffisant et peu adapté aux besoins de l'économie. Par ailleurs, le système de gouvernance est peu performant pour fournir des biens et services nécessaires au développement humain durable.

Le PNDES est conçu pour « *bâtir une nation démocratique, unie et solidaire, transformant la structure de son économie et réalisant une croissance forte et inclusive, au moyen de modes de consommation et de production durables* ». Il repose sur trois (03) axes à savoir :

- **Axe 1 : réformer les institutions et moderniser l'administration ;**
- **Axe 2 : développer le capital humain ;**
- **Axe 3 : dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et l'emploi.**

De façon concrète, le PNDES vise, entre autres, à :

- réduire la pauvreté de 40,1% à moins de 35% en 2020 ;
- créer plus de 50 000 emplois par an ;
- maîtriser la croissance démographique à 2,7%.

Avec un budget prévisionnel de 15 395,4 milliards de FCFA, le PNDES s'avère être un programme ambitieux nécessitant qu'un certain nombre de dispositions soient prises afin d'en assurer le succès. A ce titre et sur la base des expériences issues de la mise en œuvre de la SCADD, la mise en œuvre efficiente de ce nouveau référentiel nécessite un certain nombre de préalables, notamment que :

- les politiques publiques, projets et programmes découlant du PNDES soient bien formulés ;

3

7

- la mise en œuvre des politiques publiques, projets et programmes soit suivie et évaluée avec efficacité ;
- la mise en œuvre des politiques publiques, projets et programmes se fasse avec célérité et de façon transparente ;
- des ressources nécessaires pour le financement de la réalisation des objectifs du PNDES soient suffisamment mobilisées.

S'agissant de la formulation des politiques et des projets, il est utile de rappeler qu'à l'issue de la formulation de la SCADD, l'un des défis a été la formulation des documents de stratégies sectorielles, puis des projets et programmes qui devraient en découler. En effet, il y a une faible maîtrise des techniques et règles en la matière qui ont non seulement conduit à des retards dans la préparation desdits documents, mais également à des défaillances dans l'approche participative, l'approche basée sur les droits humains, la prise en compte de la vulnérabilité, du genre, de l'emploi et de la durabilité. Dans la plupart des cas, il y a une absence de théorie de changement claire dans ces documents qui a n'a pas permis de bien orienter les résultats et disposer de cadres de résultats appropriés. Au-delà des problèmes de ciblage des bénéficiaires que pose la non prise en compte de l'approche droits humains, de la vulnérabilité, l'emploi et du genre, l'inefficience dans l'allocation des ressources, constitue un facteur de retard dans l'atteinte des objectifs de lutte contre la pauvreté et rend difficile la réalisation du principal slogan des ODD à savoir « ne laisser personne pour compte ». De plus, sans une bonne maîtrise des techniques d'élaboration des politiques publiques, des projets et programmes, l'exigence de passer au budget-programme à partir de 2017, à défaut d'être difficile à satisfaire, pourrait connaître d'importantes difficultés dans sa mise en œuvre, ce qui conduirait probablement à des difficultés dans l'exécution du budget et à l'inefficience dans l'utilisation des ressources.

Concernant le suivi et l'évaluation des politiques, des programmes et des projets, il est souvent difficile de montrer à travers les rapports de suivi et d'évaluation les résultats obtenus, d'assurer une redevabilité vis-à-vis des bénéficiaires et des partenaires financiers. En effet, les rapports sont en général orientés sur les activités et non les résultats et ne permettent pas d'orienter les décisions dans le cadre d'une meilleure mise en œuvre des projets et programmes et des politiques de développement. Ces insuffisances sont liées principalement aux facteurs suivants:

- la faible qualité des instruments de suivi et d'évaluation comme les cadres de résultats qui sont souvent mal élaborés et l'absence de certains instruments;
- les faibles capacités techniques des acteurs de suivi et d'évaluation qui ne leur permettent pas de bien utiliser les instruments de suivi et d'évaluation et de produire des rapports de qualité.
- l'absence de dispositifs institutionnels et réglementaires pour encadrer les processus de suivi et d'évaluation;
- la faible qualité des cahiers de charge et Termes de références (TDR) qui rendent difficile le suivi de l'exécution des marchés publics.

Concernant la célérité et la transparence dans la mise en œuvre des projets et programmes, il y a des problèmes liés aux deux (02) grands groupes d'actions constitutives de l'exécution du budget à savoir la dépense (engagement, liquidation, ordonnancement et paiement) où une lourdeur est souvent constatée et la passation de marchés publics où des faiblesses sont notées dans la formulation des cahiers de charge/termes de références, la publication, l'adjudication, le suivi et la réception. Parmi les problèmes identifiés par l'Assemblée générale des projets et programmes de développement de juin 2016, la lourdeur et l'inefficacité des procédures de passation de marché sont les plus occurrents (33,3%), suivie de l'insuffisance des ressources financières (17,1%), la lenteur dans le déblocage des fonds aussi bien nationaux (8,8%), que venant de la coopération internationale (16,5%).

Les conséquences évidentes de ces insuffisances sont: l'allongement des délais de réalisation de la plupart des actions et des investissements programmés, donc des retards dans la livraison de biens et services à la population, la faiblesse de la consommation des allocations budgétaires y compris des ressources issues de la coopération au développement, l'accumulation de la dette interne etc. Dans nombre de cas, afin de rattraper le retard, l'accent est davantage mis sur la consommation coûte que coûte des crédits disponibles ou le recours à des pratiques de passation de marchés ne garantissant pas l'optimalisation des ressources.

Les évaluations sommaires réalisées sur la durée de la gestion financière et de la passation des marchés montrent que la longueur des délais enregistrés est due à plusieurs facteurs notamment à : l'absence de normes, de délais et de processus clairs, la méconnaissance des règles et des processus par les responsables chargés de la conduite desdits processus, la non disponibilité d'outils adéquats de travail, l'existence d'étapes non essentielles dans la chaîne de travail (workflow) et souvent de pratiques non conformes aux dispositions en vigueur. Si ces problèmes ne sont pas adressés à temps, la généralisation de l'utilisation des procédures nationales à travers les appuis budgétaires est compromise.

Au-delà des questions liées aux formulations des politiques publiques, des programmes et de projets, de leur mise en œuvre efficace et de leur suivi et évaluation, celles relatives aux ressources nécessaires à la réalisation des objectifs du PNDES paraissent fondamentales.

En effet, l'enveloppe totale prévue pour la réalisation des objectifs du PNDES s'élève à 15 395,4 milliards de FCFA. Elle est prévue être financée à 63,8% par les ressources propres. Le besoin de financement à rechercher est de 5 570,2 milliards de FCFA soit 36,2% du coût total du plan. Cette situation nécessite un effort de mobilisation des ressources tant internes qu'externes.

Concernant l'accroissement des ressources internes, deux principaux leviers doivent être actionnés :

- le taux de pression fiscale, qui s'établit à 14% du PIB en 2015 contre 15,2% en 2014, bien en deçà des normes communautaires fixées au sein de l'UEMOA ($\geq 20\%$), dénote d'une capacité additionnelle de mobilisation de ressources internes. Le

~~grand défi est donc de pouvoir l'améliorer en élargissant l'assiette fiscale, d'une part et d'autre part, en améliorant le recouvrement à travers des incitations à payer, une bonne communication et la mise en place de mesures adéquates pour réduire la fraude fiscale.~~

- le taux d'épargne nationale est depuis 2001, en nette progression, passant de 0,9% à 24,3% du PIB en 2014. L'épargne intérieure constitue donc une source soutenable de financement de l'économie nationale. Le défi reste de pouvoir mobiliser et orienter cette épargne vers des secteurs productifs modernes ou sociaux (caritatifs).

Quant aux ressources extérieures, elles recouvrent aussi bien les ressources de la coopération au développement que les investissements directs étrangers et les transferts des burkinabè de la diaspora qui représentent un potentiel encore sous-exploité.

- **Les ressources de la coopération au développement.** Sur la période 2000-2014, les recettes budgétaires sous forme d'aide publique au développement sont estimées à 27,96% des recettes budgétaires totales. Sur la même période, l'aide a contribué à 49,85% à la réalisation des investissements publics. Toutefois, le rapport diagnostic sur la coopération au développement (DGCOOP, 2015) a identifié certaines faiblesses au nombre desquelles on peut citer notamment : (i) le faible niveau de coordination des acteurs et des flux d'aide, (ii) la diversité des règles des partenaires au développement, (iii) la lourdeur des procédures d'exécution budgétaires, (iv) le faible recours aux autres formes de coopération notamment la coopération sud-sud, triangulaire, et avec le secteur privé, (v) la faible prospection vers les sources de financement émergentes.
- **Les investissements directs étrangers et le climat des affaires.** Dans son rapport Doing Business de l'année 2016, la Banque mondiale a indiqué que le climat des affaires s'est amélioré de manière substantielle au Burkina. Entre 2015 et 2016, le pays a gagné 6 places à l'aune de l'indicateur « doing business ». Si au niveau mondial le pays est toujours au bas de l'échelle, occupant le 143^{ième} rang sur 189 pays classés, dans le groupe des pays d'Afrique au Sud du Sahara, il se situe au 18^{ième} rang sur 47. Selon le même rapport² et malgré les importantes réformes structurelles qui ont été mises en œuvre, l'attrait des Investissements directs étrangers (IDE) est confronté à d'importants défis notamment au niveau de la fourniture d'électricité, le transfert de propriété, l'exécution des contrats, la solvabilité, l'accès au crédit, la sécurité etc.

Bien que de nombreux investisseurs reconnaissent que le Burkina Faso dispose d'énormes opportunités d'investissements dans des secteurs divers et variés, il existe des contraintes lourdes au développement des flux d'investissements en général et des investissements directs étrangers en particulier en direction du pays. Ces contraintes s'expriment en termes d'insuffisances d'infrastructures d'attractivité de l'investissement (zones industrielles, zones franches, zones économiques spéciales), de cherté du coût des facteurs de production, de

²Source : <http://francais.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/burkina-faso/>

~~difficulté d'accès à la justice et à la propriété, d'inadéquation des outils de~~
financement de l'économie disponibles, d'insuffisance quantitative et qualitative
des ressources humaines, d'insécurité grandissante dans la sous-région.

Par ailleurs, les opportunités d'investissements, les atouts, les avantages comparatifs dont dispose le pays, l'image du Burkina, ainsi que les importantes réformes réalisées, sont peu connus des investisseurs et des autres partenaires au développement. Il est de ce fait urgent de mettre en place des stratégies nationale et internationale dynamiques et proactives de communication, pour faire connaître les atouts et les forces du Burkina Faso, ses avantages comparatifs et ses opportunités d'investissements dans une approche « bien faire et bien faire savoir ».

Il s'avère par ailleurs utile de conduire des actions de promotion, de facilitation et d'accompagnement des investissements, d'amélioration du climat des investissements et de renforcement des structures de promotion, de facilitation et de ciblage des investisseurs.

S'agissant du potentiel de la diaspora, le Burkina Faso est un pays de forte émigration qui lui procure en retour des transferts financiers importants. Ils ont représenté pour la période (2000-2014), 1,3 % du PIB. Selon l'enquête de la BCEAO (2012), le pays a reçu 96,4 milliards de FCFA en 2011 dont 30,9% de la côte d'Ivoire. La région du Centre a reçu 31% des transferts, les Hauts bassins 12,6%, et le Centre Est, 13,7%. Les transferts financiers des migrants sont donc importants. Il convient de développer une stratégie de mobilisation de l'épargne des burkinabè vivants à l'étranger en vue de financer le développement du pays.

En résumé, les objectifs du PNDES seront difficiles à atteindre si des efforts ne sont pas faits pour améliorer : (a) la formulation de politiques publiques, des programmes et projets; (b) le suivi et l'évaluation; (c) le processus et les procédures de passation et d'exécution des marchés publics pour une mise en œuvre des politiques publiques des projets et programmes avec célérité et (d) la mobilisation de ressources.

2. STRATEGIES ET OBJECTIFS DU PROJET

Le présent projet est une contribution à la réalisation des objectifs du PNDES à travers la mise en place des conditions minimales pour l'atteinte desdits objectifs. Il repose sur les hypothèses que ces objectifs seraient rapidement atteints si les conditions suivantes sont remplies :

1. les politiques publiques, les projets et programmes découlant du PNDES sont bien formulés;
2. la mise en œuvre des politiques publiques, des projets et programmes fait l'objet d'un suivi et évaluation efficace ;
3. la mise en œuvre des politiques publiques, des projets et programmes est faite avec célérité et de façon transparente, en adressant efficacement les goulots d'étranglement liés à la fois à la passation des marchés et aux processus comptable et financier de la dépense ;
4. des ressources suffisantes sont mobilisées pour le financement de la réalisation des objectifs du PNDES.

Visant l'amélioration des conditions de vie des Burkinabé, le projet s'inscrit en droite ligne dans l'atteinte des ODD, en particulier l'ODD 17 « renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser » et contribue à l'atteinte des objectifs du PNDES, notamment la réalisation des objectifs de son axe 1 à savoir « réformer les institutions et moderniser l'administration ».

Le projet s'inscrit également dans la dynamique du résultat 1 du plan stratégique du PNUD (2018-2021) à savoir « Les plans de développement, les politiques, les partenariats et les investissements intègrent l'Agenda 2030 et les ODD ». De façon plus spécifique, le projet contribue à la réalisation des effets 1 et 10 du programme pays du PNUD qui sont respectivement « les structures nationales sont mieux outillées pour formuler, mettre en œuvre et suivre des politiques et programmes sectoriels en cohérence avec le PNDES et les ODD y compris les défis démographiques » et « les capacités des structures nationales sont renforcées en vue d'assurer une mobilisation et une gestion efficiente de l'aide au développement ».

Le projet est conçu pour contribuer à la réalisation des objectifs du PNDES à travers quatre composantes : renforcement des capacités des structures et des acteurs en charge de la planification pour la formulation des politiques publiques, projets et programmes tenant compte des principes-clés de programmation ; renforcement des capacités des structures et des acteurs en charge du suivi et de l'évaluation pour qu'ils assument efficacement leur rôle ; amélioration de la célérité, de la transparence et du respect des bonnes pratiques dans la mise en œuvre des procédures de passation et

d'exécution des marchés publics ; appui à l'Etat et aux collectivités territoriales pour la mobilisation des ressources pour la réalisation des objectifs du PNDES.

2.1. Principes et stratégies transversaux

Les principes et dimensions stratégiques ci-après seront pris en compte dans la mise en œuvre du projet :

1. **l'appropriation nationale.** Impulsé par le MINEFID, le projet reposera avant tout sur les structures nationales en charge des principales fonctions concernées par les activités à la fois pour préciser les priorités et affiner les objectifs et cibles à atteindre ;
2. **le renforcement/développement des capacités.** Il est au cœur du projet pour chacun des résultats-clés retenus, dans la mesure où il concerne la mise en place des capacités, aussi bien au niveau central que local, nécessaires à la réalisation des objectifs du PNDES ;
3. **la participation, le genre et l'inclusion.** Les institutions publiques ciblées par le projet seront consultées à la fois pour valider les résultats attendus, mais également tout au long de la mise en œuvre du projet pour le suivi des résultats et les éventuels inflexions à apporter au cadre logique. De même les outils développés par le projet mettront l'accent sur comment prendre en compte ces trois dimensions dans la planification, le suivi et l'évaluation ;
4. **la communication** occupera une place de choix dans la mise en œuvre de ce projet. ~~A toutes les étapes, le dialogue avec les parties prenantes sera maintenu~~ non seulement pour assurer leur adhésion aux objectifs du projet, mais aussi pour assurer leur participation active à l'atteinte de ceux-ci. A cet effet, le projet développera une stratégie de communication idoine ;
5. **le partenariat** avec les autres acteurs de développement, en particulier en ce qui concerne le résultat sur la mobilisation de ressources, pour assurer la coordination et la synergie des apports des uns et des autres ;
6. **la coopération internationale.** Pour la réalisation de tous les résultats de ce projet, pour ne pas réinventer la roue et gagner du temps, le projet fera recours à l'expérience développée dans différents pays qu'ils soient du Nord ou du Sud (coopération Nord-Sud, Sud-Sud ou triangulaire), en essayant de l'adapter au contexte et aux réalités du Burkina Faso ;
7. **l'innovation et l'introduction des technologies de l'information et de la communication.** Chaque fois que cela est possible des innovations seront introduites pour améliorer la qualité du reporting et des résultats recherchés ;
8. **la durabilité et une stratégie de sortie.** Pour assurer la durabilité des résultats, des activités de renforcement de capacités seront organisées dans le cadre de l'élaboration des différents outils. Certains feront l'objet de certification et

3

4

seront ancrés dans les fonctions de structures déjà existantes ou à créer, afin d'en assurer la pérennité.

2.2. Objectifs du projet

L'objectif général du projet est d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre du PNDES.

De ce fait, il vise les objectifs spécifiques suivants :

1. **Accroître les capacités des structures et des acteurs en charge de la planification des ministères, des institutions et des collectivités afin de leur permettre de formuler des stratégies, des projets et programmes tenant compte des principes-clés de programmation³.**

Pour atteindre cet objectif, le projet doit :

- confectionner des référentiels, des guides, des manuels etc. pour faciliter le travail des structures et personnes appelées à prendre en charge ces actions ;
- former lesdites structures et personnes à l'utilisation effective des outils développés, tout en mettant en place un dispositif de formation continue ;
- définir les normes (en matière de gestion axée sur les résultats, de participation, de ciblage, de prise en compte du genre, etc.) relatives à la préparation des documents concernés ;
- faire systématiquement le suivi de la qualité des documents préparés.

2. **accroître les capacités des structures et des acteurs en charge du suivi et de l'évaluation des politiques, projets et programmes pour qu'ils assument efficacement leurs rôles**

Pour atteindre cet objectif, le projet aura à :

- Renforcer le cadre institutionnel et juridique du suivi et évaluation des politiques publiques, des programmes et projets ;
- Renforcer le suivi et évaluation des politiques publiques, des programmes et projets à travers le développement d'outils et d'instruments, ainsi que l'équipement des structures ;
- renforcer la communication sur la mise en œuvre du PNDES au profit des structures de l'Etat, des Collectivités territoriales, du secteur privé, des PTF, de la société civile et de la population.

3. **Assurer la célérité, la transparence et le respect des règles dans le processus et dans les procédures de passation et d'exécution des marchés publics pour une**

³ Appropriation nationale, gestion axée sur les résultats, approche basée sur les droits

~~mise en œuvre efficace et efficiente des politiques publiques, des projets et programmes.~~

Pour atteindre cet objectif, le projet aura à :

- identifier les goulots d'étranglement, les redondances et les problèmes de transparence qui affectent les circuits de la gestion financière et de la passation des marchés publics afin de mettre en place un plan d'actions pour y remédier ;
- renforcer les capacités des acteurs, du circuit de la gestion financière et de la passation des marchés, en charge de la mise en œuvre des politiques publiques, des projets et programmes ;
- examiner les possibilités de réalisation d'économie d'échelle dans la gestion des achats publics, en mutualisant l'achat de certains biens et services.

4. Appuyer l'Etat et les collectivités territoriales dans la mobilisation des ressources nécessaires pour la réalisation des objectifs du PNDES.

Pour atteindre cet objectif, le projet aura à accompagner le Gouvernement et les collectivités territoriales dans l'identification des sources potentielles de financement des programmes découlant du PNDES, qu'elles soient intérieures ou extérieures, publiques ou privées.

a) Au titre des ressources intérieures, il s'agira pour le projet :

- d'identifier les leviers d'amélioration du recouvrement des ressources intérieures (impôts, taxes et autres redevances) ;
- de prendre des mesures appropriées pour améliorer la mobilisation des ressources intérieures ;
- d'estimer le potentiel de financement par l'épargne interne et de mettre en place des outils et dispositions adéquats (obligations, ouverture de capital, concessions de service public, affermage ou d'autres modalités de partenariat public-privé, etc.) pour son intégration dans le secteur productif ;
- d'élaborer une stratégie de mobilisation des ressources y compris l'adoption de nouvelles dispositions fiscales ;
- de mettre en place un cadre de redevabilité.

b) Au titre des contributions extérieures, le projet travaillera à :

- prendre des mesures appropriées pour améliorer la mobilisation des ressources extérieures aussi bien par l'Etat que par les collectivités territoriales ;
- identifier le potentiel de financement caritatif, du mécénat et en matière de responsabilité sociétale de l'entreprise ;
- élaborer une stratégie de mobilisation ressources y compris la mise en place de dispositions fiscales ;
- mettre en place un cadre de redevabilité ;
- renforcer les capacités des collectivités territoriales en matière de mobilisation des ressources extérieures ;
- améliorer le climat des affaires afin d'accroître les investissements directs étrangers.

3. COMPOSANTES ET BENEFICIAIRES DU PROJET

3.1. Composantes du projet

Le projet représente une opportunité d'améliorer l'efficacité des acteurs intervenant sur toute la chaîne de mise en œuvre des politiques publiques⁴. A cet effet, il contribuera à renforcer les capacités des structures (de formulation, de suivi et évaluation, de gestion financière et de passation de marché et de mobilisation de ressources) à mieux accompagner la mise en œuvre du PNDES. Elle est déclinée en quatre (04) composantes :

- composante 1 : renforcement des capacités des structures et des acteurs en charge de la planification pour la formulation des politiques publiques, des projets et programmes tenant compte des principes-clés de programmation,
- composante 2 : renforcement des capacités des structures et des acteurs en charge du suivi et de l'évaluation pour qu'ils assument efficacement leur rôle,
- composante 3 : amélioration de la célérité, de la transparence et du respect des règles dans les processus et procédures de passation et d'exécution des marchés publics
- composante 4 : appui à l'Etat et aux collectivités territoriales pour la mobilisation des ressources pour la réalisation des objectifs du PNDES.

3.1.1. Composante 1: Renforcement des capacités des structures et des acteurs en charge de la planification pour la formulation des politiques publiques, des projets et programmes tenant compte des principes-clés de programmation.

Cette composante vise à développer les compétences et aptitudes des structures en charge de la planification afin de leur permettre de formuler des politiques publiques de qualité. Elle consistera :

- d'une part, à mettre à la disposition des structures des ministères, des institutions et des collectivités territoriales, des outils et des instruments qui leur permettront d'élaborer leurs politiques, les stratégies nationales, sectorielles et ministérielles et de mieux formuler les projets et programmes de développement, toute chose qui contribuera à l'atteinte des objectifs du PNDES.
- d'autre part, à renforcer les capacités techniques des acteurs impliqués dans la formulation des politiques, des programmes et projets. Pour cette composante, les actions suivantes sont envisagées :

Action 1.1: développement d'outils et d'instruments pour améliorer la formulation des documents programmatiques

Cette action a pour objectif d'améliorer fortement la formulation des politiques, des stratégies et des projets et programmes. Pour l'atteinte de cet objectif, il s'agira

⁴Dans ce cas, la politique publique renvoie aux politiques et stratégies publiques uniquement

d'élaborer ou de relire les référentiels (guides, manuels et normes) de formulation de politiques publiques, des projets et programmes de développement.

Action 1.2 : renforcement des capacités techniques pour améliorer la formulation des documents programmatiques

L'objectif de l'action est d'améliorer les capacités techniques des acteurs en charge de la planification en leur dispensant les contenus des différents outils de planification et certaines thématiques transversales ou émergentes. L'atteinte de cet objectif devra permettre à chaque structure de planification de regorger en son sein de cadres outillés à formuler des politiques publiques répondant aux normes et aux nouvelles approches retenues.

3.1.2. Composante 2 : Renforcement des capacités des structures et des acteurs en charge du suivi et de l'évaluation pour qu'ils assument efficacement leur rôle

La composante ambitionne de mettre à la disposition des structures en charge du suivi et de l'évaluation des politiques, des projets et programmes, des projets de partenariat public-privé, les moyens et les ressources nécessaires afin qu'elles puissent assumer efficacement leur rôle. Dans cette optique, les actions suivantes ont été identifiées : le renforcement du cadre institutionnel et juridique du suivi et évaluation des politiques publiques, des projets et programmes, du partenariat public-privé ; le développement des outils, des instruments et l'équipement des structures pour renforcer l'efficacité du dispositif de suivi et évaluation du PNDES ; le renforcement des capacités techniques des acteurs en charge du suivi et évaluation des politiques publiques et le renforcement de la redevabilité sur la mise en œuvre du PNDES.

Action 2.1 : renforcement du cadre institutionnel et juridique du suivi et évaluation des politiques publiques, des programmes et projets

Il s'agira d'accompagner la définition et/ou l'actualisation du cadre institutionnel et juridique du suivi et évaluation des politiques publiques, des programmes et projets. A cet effet, les activités vont concerner notamment la finalisation du cadre réglementaire de gestion et de suivi et évaluation des projets et programmes de développement, l'élaboration des textes règlementaires des périmètres d'actions et de la composition des cadres sectoriels de dialogue.

Action 2.2 : développement des outils, des instruments et équipement des structures pour renforcer l'efficacité du dispositif de suivi et évaluation des politiques publiques, des programmes et projets

L'objectif de l'action est de donner aux structures en charge du suivi et de l'évaluation des politiques, des projets et programmes de développement, des outils et des instruments nécessaires à un suivi évaluation efficace. Ainsi, l'accent est mis sur le développement de guides et manuels pour encadrer le travail des acteurs, l'acquisition et/ou l'actualisation des outils de suivi et évaluation et l'acquisition de matériels notamment informatiques.

Actions 2.3 : renforcement des capacités techniques des acteurs en charge du suivi et évaluation des politiques publiques

Il s'agira essentiellement de former les acteurs sur les outils et instruments qui auront été développés pour faciliter et encadrer l'exercice de suivi et évaluation. En termes d'activités, il est prévu notamment la formation sur l'évaluation des politiques publiques, sur la PGA, sur l'utilisation de l'atlas et de l'observatoire national de l'aménagement et du développement durable du territoire (ANADDT) et de l'observatoire national des économies territoriales (ONET), sur les manuels de rédaction du rapport de performance du PNDES, sur le développement de modèles d'évaluation d'impacts des politiques économiques et sociales.

Action 2.4 : renforcement de la redevabilité sur la mise en œuvre des politiques publiques, des projets et programmes

Il s'agit essentiellement dans cette action de rendre compte aux populations du Burkina Faso des résultats des actions entreprises dans le cadre de la mise en œuvre du PNDES. Cela se traduira par des actions de redevabilité sur les politiques publiques particulièrement le PNDES, la définition d'un plan communication sur les résultats engrangés dans la mise en œuvre du PNDES et la poursuite de la sensibilisation des élus locaux sur leurs rôles dans la mise en œuvre du PNDES.

3.1.3. Composante 3 : Amélioration de la célérité, de la transparence et du respect des bonnes pratiques dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés publics.

Cette composante vise à définir des actions permettant d'assurer la célérité, la transparence et le respect des bonnes pratiques dans la mise en œuvre des procédures de passation des marchés en vue d'une bonne exécution des politiques publiques, des programmes et projets de développement. Pour atteindre cet objectif, le projet aura à mettre en œuvre des actions de réduction des délais de passation et de garantie de la transparence dans le circuit de la passation et de l'exécution des marchés publics d'une part, et de renforcement des capacités des acteurs du circuit de la dépense publique d'autre part.

Action 3.1 Réduction des délais et le renforcement de la transparence dans le processus de passation et d'exécution des marchés publics

Cette action vise à la réduction des délais de passation des marchés publics et l'amélioration de la transparence dans la passation et l'exécution des marchés publics par l'élimination des goulots d'étranglement, des redondances et des problèmes de manque de transparence. Le diagnostic de la gestion financière et de la passation des marchés sera posé afin de disposer d'un plan d'actions pour la réduction des délais du circuit de la dépense et pour la transparence du processus de passation des marchés. Le système de gestion financière et de passation des marchés sera suivi et évalué. A cet effet, la performance des acteurs du circuit de la gestion financière et de la passation des marchés sera suivie et des audits réalisés pour apprécier le respect des règles en vigueur.

Action 3.2 : Renforcement des capacités des acteurs du circuit de la dépense publique

L'objectif assigné à cette action est de renforcer les capacités des acteurs du circuit de la dépense publique. Les activités vont porter essentiellement sur la formation des acteurs à la réglementation nationale en matière de passation des marchés publics, sur les procédures nationales de décaissement et sur celles des bailleurs de fonds. Elle va porter aussi sur l'élaboration et l'actualisation des outils de gestion financière et de passation des marchés ainsi que la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

3.1.4. Composante 4 : Appui à l'Etat et aux collectivités territoriales dans la mobilisation des ressources pour la réalisation des objectifs du PNDES.

Pour atteindre les résultats de cette composante, les actions suivantes seront réalisées : le renforcement des capacités de mobilisation et de gestion efficace des ressources intérieures, des ressources extérieures, la promotion de l'investissement privé et l'amélioration du climat des affaires

Action 4.1: renforcement des capacités de mobilisation des ressources intérieures

Il s'agit d'optimiser la mobilisation de toutes les ressources fiscales et non fiscales grâce à une meilleure connaissance des principaux leviers. Cette action a pour but de mieux connaître les déterminants des ressources intérieures, d'évaluer le potentiel de financement de l'épargne interne, de moderniser les moyens de paiement des impôts, taxes et droits de douanes pour accroître le niveau de recouvrement des recettes. Pour cela, l'élargissement de l'assiette fiscale, la lutte plus efficace contre la fraude et l'évasion fiscale, l'intensification des contrôles, le renforcement des capacités, une meilleure déconcentration et l'élimination des niches restent nécessaires.

Action 4.2: renforcement des capacités de mobilisation et de gestion efficace des ressources extérieures

~~Il s'agit d'optimiser la mobilisation des ressources extérieures pour le financement des~~ projets du PNDES par le biais d'une coordination et d'un suivi efficaces et d'une gestion rigoureuse des financements extérieurs. En plus, le renforcement du cadre réglementaire et institutionnel et des capacités techniques des acteurs de la chaîne d'endettement public, des acteurs des collectivités territoriales (pour la mobilisation des ressources de la coopération décentralisée), ainsi que la définition de stratégies pour une mobilisation efficace desdites ressources seront indispensables.

Action 4.3 : promotion de l'investissement privé et amélioration du climat des affaires

La finalité de cette action est d'accroître le niveau des investissements. Il s'agira de procéder à l'identification et la mise en œuvre des réformes du climat des affaires, de réaliser des études destinées à l'amélioration du climat des affaires, de promouvoir les investissements directs étrangers et de la diaspora, d'accroître l'efficacité des cadres de redevabilité dans la mobilisation des ressources et de saisir des opportunités de financement à travers d'autres types de financement tels que les fonds caritatifs, le mécénat, les fonds et l'épargne de la diaspora ou liés à la responsabilité sociétale de l'entreprise. Ces différentes activités permettront d'accroître l'investissement et d'assurer un environnement propice à tout développement d'activités économiques en toute sécurité.

3.2. Bénéficiaires du projet

Selon les objectifs, le projet est orienté vers le renforcement de capacités, le plaidoyer pour la mobilisation de ressources, le changement de comportements ou de pratiques, la redevabilité. Ces différentes orientations seront prises en compte pour maximiser les chances d'atteindre les résultats visés. Dans tous les cas pour chaque groupe, une stratégie de communication appropriée sera développée afin d'avoir l'adhésion aux objectifs du projet pour en assurer le succès. Les principaux groupes cibles sont :

Pour la composante 1

- les personnels des ministères et services déconcentrés directement impliqués dans la formulation de stratégies, politiques, programmes et projets aux niveaux central et décentralisé ;
- les personnels et responsables des services municipaux impliqués dans les processus programmatiques au niveau communal ;
- les responsables de structures représentatives des populations, groupes socio-professionnels, bénéficiaires potentiels des stratégies, politiques, projets et programmes ;
- les personnels d'institutions internationales, partenaires bilatéraux et multilatéraux impliqués dans la formulation de projets et programmes.

Pour la composante 2

2

4

- les personnels des services en charge de suivi des politiques, des programmes et des projets, du programme PPP et ceux assurant le suivi et l'évaluation aux niveaux central, déconcentré et décentralisé ;
- les personnels des partenaires au développement en charge du suivi et évaluation.

Pour la composante 3

- les personnels des différents institutions impliquées dans les fonctions financières (engagement, ordonnancement, liquidation et paiement) des services publics, aussi bien au niveau central, déconcentré, que décentralisé ;
- les personnels des services publics au niveau central, déconcentré et décentralisé, impliqués dans la passation de marchés ;
- les personnels des services publics en charge du contrôle de la gestion financière et de la passation de marchés.

Pour la composante 4

- les personnels des services publics en charge de la mobilisation des ressources internes et externes, aussi bien au niveau central, déconcentré, que décentralisé ;
- les personnels des services publics en charge de la gestion des ressources externes mobilisées ;
- les populations en général pour la mobilisation de l'épargne interne, l'accroissement de la pression fiscale, l'amélioration de la chaîne de collecte des impôts, taxes et redevances ;
- le secteur privé ;
- les Burkinabé de l'extérieur, les investisseurs étrangers ;
- les partenaires techniques et financiers, les fondations et ONG internationales etc.

3

4. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE

4.1. Coût du PA-PNDES

Le coût global de mise en œuvre du projet est de **7 837 775 000 Francs CFA**. Toutefois, ce coût sera vu à la hausse car n'ayant pas intégré les coûts de certaines activités. Au state actuel, le budget est reparti comme suit : **11%** pour la composante 1 ; **26%** pour la composante 2 ; **21%** pour la composante 3 ; **33%** pour la composante 4 et **9%** pour la gestion de la coordination et le suivi et l'évaluation. La répartition de ce budget par composante est présentée dans le Tableau 1.

Tableau 1: Coûts des composantes

Composantes	Coûts (en FCFA)	Part (%)
Composante 1 : Renforcement des capacités des structures et des acteurs en charge de la planification pour la formulation des politiques publiques, projets et programmes tenant compte des principes-clés de programmation	855 000 000	11%
Composante 2 : Renforcement des capacités des structures et des acteurs en charge du suivi et de l'évaluation pour qu'ils assument efficacement leur rôle.	2 041 500 000	26%
Composante 3 : Amélioration de la célérité, de la transparence et des respects des règles dans les processus et procédure de passation et d'exécution des marchés publics.	1 653 450 000	21%
Composante 4 : Appui à l'Etat et aux collectivités territoriales pour la mobilisation des ressources pour la réalisation des objectifs du PNDES	2 575 300 000	33%
Gestion de la coordination + Suivi et évaluation	712 525 000	9%
Total	7 837 775 000	100%

4.2. Ressources

Le dispositif de mise en œuvre sera organisé autour des quatre objectifs du projet, conduisant ainsi à la mise en place de quatre composantes à savoir :

1. renforcement des capacités des structures et des acteurs en charge de la planification pour la formulation des politiques publiques, projets et programmes tenant compte des principes-clés de programmation ;
2. renforcement des capacités des structures et des acteurs en charge du suivi et de l'évaluation pour qu'ils assument efficacement leur rôle ;
3. amélioration de la célérité, de la transparence et du respect des bonnes pratiques dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés publics et ;
4. appui à l'Etat et aux collectivités territoriales dans la mobilisation des ressources pour la réalisation des objectifs du PNDES.

Les quatre unités seront placées sous la supervision d'un Coordonnateur Général du projet dont le rôle sera de coordonner les interventions de l'ensemble des intervenants

pour assurer l'atteinte des résultats, de la façon la plus efficace possible. Il/elle sera placé(e) sous la supervision opérationnelle⁵ du secrétaire général du MINEFID.

4.3. Partenariat

Dès le début du projet, il serait indispensable d'identifier pour chacune des thématiques et sous-thématiques les institutions et les pays dont les expertises sont reconnues afin d'établir avec eux des partenariats pour l'atteinte des objectifs du projet.

A ce titre, les agences des Nations Unies seront sollicitées pour les critères de qualité à prendre en compte dans la formulation des projets et programmes, le FMI, la Banque Mondiale, la France pour les questions liées à la gestion financière de la mise en œuvre, la BAD, le PNUD pour la passation de marchés.

De même, les partenaires bilatéraux ou multilatéraux qui le souhaitent pourront mettre leurs ressources techniques et financières à la disposition du projet, dans la mesure où celles-ci contribuent, dans un cadre cohérent et coordonné, à l'atteinte des résultats. Ces concours pourront être apportés sous forme de coopération Sud-Sud, coopération triangulaire, Coopération Nord-Sud etc. Ils seront répertoriés pour chaque résultat-clé dès l'entame du projet et seront détaillés dans son plan de travail opérationnel.

5. ARRANGEMENTS DE GESTION

Le Ministère en charge de l'économie, des finances et du développement sera responsable de la mise en œuvre du projet. Le PNUD agira en tant qu'organisme pourvoyeur d'avis conseil et apportera un appui technique, administratif et financier dans la réalisation des activités du dit projet et veillera à l'atteinte des résultats escomptés à travers l'unité de Gestion mise sur pied à cet effet.

Le PA/PNDES est placé sous la tutelle technique et financière du Ministère de l'économie, des finances et du développement (MINEFID) en tant que Maître d'ouvrage.

Il est classé dans les projets de catégorie A et est régi par les dispositions du Décret n°2007-776/PRES/PM/MEF du 22/11/2007, portant organisation et fonctionnement des projets ou programmes de développement de catégorie A.

Le dispositif institutionnel du projet sera organisé autour des organes ci-après :

- le Comité de Pilotage ;
- l'unité de gestion du projet.

5.1. Comité de pilotage

Le comité de pilotage du projet est l'organe de pilotage et d'orientation.

⁵ Le MINEFID désignera l'autorité qui assurera la supervision générale du projet et à qui le Coordonnateur Général doit aussi rapporter.

5.1.1. Attributions du comité de pilotage

Dans le cadre de l'exécution du projet, le comité de pilotage assurera les fonctions qui lui sont dévolues conformément à l'accord de financement et aux dispositions du décret N°2007-775/PRES/PM/MEF du 22 novembre 2007 portant réglementation générale des projets et programmes de développement exécutés au Burkina Faso.

A ce titre, il sera chargé :

- d'examiner le plan d'exécution du projet d'appui à la mise en œuvre du PNDES ;
- d'examiner les différents rapports d'évaluation du projet ;
- d'examiner les rapports d'activités et financiers périodiques ;
- d'examiner le programme d'activités annuel, le budget et le plan de passation de marchés ;
- de veiller à la mise en œuvre des recommandations, des missions de supervision et de suivi et des différents audits ;
- d'évaluer les performances du coordonnateur national du projet ;
- de faire des recommandations à l'attention du coordonnateur national du projet et des différents acteurs intervenant dans la vie du projet ;
- d'examiner tout dossier soumis à son appréciation.

5.1.2. Composition et fonctionnement du comité de pilotage

Le comité de pilotage est composé comme suit :

Président : Secrétaire Général du Ministère de l'Economie, des Finances et du développement ;

Membres :

- un représentant du secrétariat permanent du plan national de développement économique et social ;
- un représentant de la Direction générale de l'économie et de planification ;
- Un représentant de la Direction générale des études et des statistiques sectorielles ;
- un représentant de la Direction générale des impôts ;
- un représentant de la direction générale des douanes ;
- un représentant de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique ;
- un représentant de la Direction générale de la coopération ;
- un représentant de la Direction générale du budget ;
- un représentant de la Direction générale du contrôle des marchés et des engagements financiers ;
- un représentant de la Direction générale des services informatiques ;

- un représentant de la Direction générale du développement territorial ;
- un représentant de la Direction générale des collectivités territoriales ;
- un représentant de l'Autorité de régulation de la commande publique ;
- deux représentants du PNUD ;
- un représentant du CPI (SP/CPI).

Observateurs et personnes ressources :

- ministère technique ;
- institutions en charge de la promotion et de la facilitation des investissements (API-BF, MEBF)
- autres partenaires techniques et financiers.

Dans le cadre de l'exécution de sa mission, le Président peut en cas de besoin convier toute autre personne aux travaux du comité de pilotage du projet.

Le président du comité de pilotage anime et coordonne les activités. Il arrête l'ordre du jour des sessions sur proposition du superviseur du projet et signe tout acte relatif à l'exercice des missions du comité.

Le comité de pilotage se réunit deux fois par an sur convocation de son président. Toutefois, il peut se réunir en session extraordinaire en cas de nécessité.

5.2. Unité de gestion du projet

5.2.1. Attributions

L'unité de gestion du projet est l'organe d'animation et de suivi de la mise en œuvre des activités et des délibérations du comité de pilotage. A ce titre est chargé :

- d'assurer le secrétariat et la préparation des dossiers des sessions du comité de pilotage ;
- d'assurer, en relation avec les animateurs des composantes du projet, l'élaboration des projets de plan de travail annuel et triennaux du projet de mise en œuvre ;
- de gérer les relations courantes avec le Programme des Nations Unies pour le Développement et les autres partenaires techniques et financiers ;
- d'assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du plan d'actions du projet ;
- d'élaborer et de suivre l'exécution du budget annuel.

5.2.2. Composition et fonctionnement de l'UGP

L'UGP a pour rôle de coordonner les activités du projet, d'assurer la mobilisation et la bonne gestion des ressources, de veiller à la reddition des comptes par les composantes, et d'assurer le Secrétariat du Comité de pilotage du Projet.

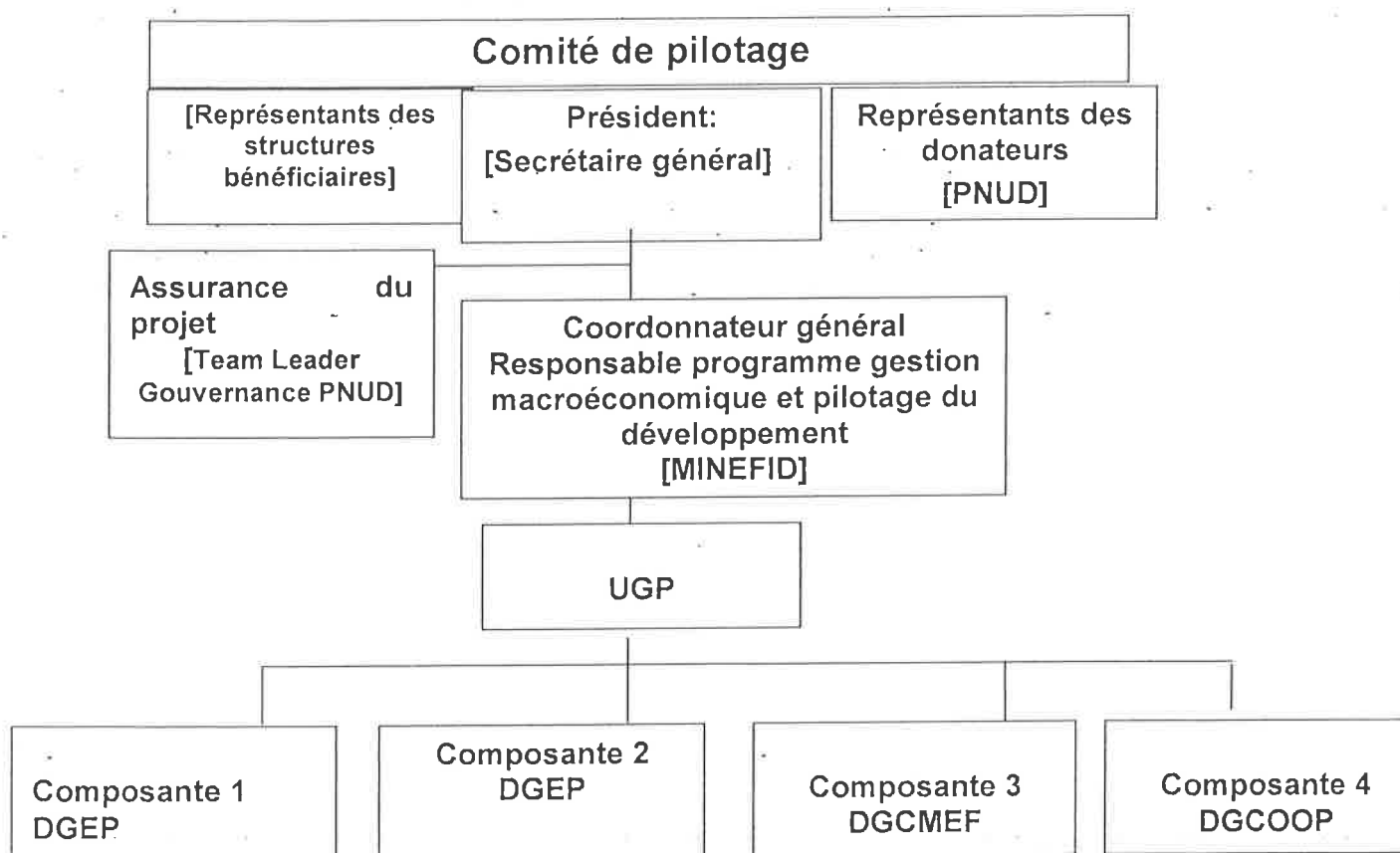
~~Placé sous la coordination du responsable~~ du programme Gestion macroéconomique et pilotage du développement du Ministère de l'économie, des finances et du développement, l'UGP est constitué de :

- un/une spécialiste Suivi et Evaluation ;
- un/une Secrétaire particulier (ère);
- des points focaux chargés des composantes ;
- un/une responsable administratif et financier ;
- le/la chauffeur (e) ;
- l'agent de liaison.

Chacune des composantes du projet sera placée sous la supervision opérationnelle d'un Directeur Général dont relève la thématique centrale. Ce dernier désignera un point focal, responsabilisé pour la composante : Ainsi, les composante 1 et 2 seront sous le Directeur Général en charge de la planification, du suivi et de l'évaluation des politiques publiques, des projets et des programmes de développement, la composante 3 sous celui du Directeur général en charge du contrôle des marchés et des engagements financiers, et enfin la composante 4 sous celui du Directeur général en charge de la coopération.

Des points focaux seront désignés par note de service. Ces derniers seront détachés pour s'occuper exclusivement des activités du projet, notamment la préparation des plans de travail annuels, des cahiers de charge et la remontée de données au spécialiste de suivi et évaluation. En conséquence, des incitations salariales et/ou en nature leur seront accordées conformément à la réglementation nationale de la gestion des projets et programmes de développement. Par ailleurs, le spécialiste suivi et évaluation, le secrétaire particulier, le comptable, le chauffeur et l'agent de liaison seront recrutés et leur contrat est limité durant la période de mise en œuvre du projet.

Structure organisationnelle du projet



2

6. DISPOSITIF DE SUIVI ET EVALUATION

Conformément aux dispositions en vigueur, le suivi et l'évaluation seront faits sur la base du plan de suivi et d'évaluation du projet. L'objectif du suivi et de l'évaluation est avant tout de veiller à une utilisation efficace des ressources ainsi qu'à la redevabilité, la transparence et l'intégrité. De façon explicite, ils permettront de fournir des données sur l'évolution des activités et l'atteinte des résultats du projet et aussi d'analyser les données pour statuer sur l'efficacité technique, économique et financière des actions afin d'orienter les décisions des instances de sa gestion. Les structures en charge des composantes à travers les points focaux élaboreront des rapports périodiques sur l'avancement des activités qui seront consolidés par le chargé de suivi évaluation. Ce rapport consolidé présentera l'état d'exécution du Plan de travail et de budget annuel (PTBA).

Dans le cadre du cycle annuel, sur une base trimestrielle :

- une évaluation de qualité enregistrera les progrès réalisés vers l'achèvement des résultats - clés. L'évaluation mettra en exergue les retours d'informations en provenance des bénéficiaires ainsi que les informations relatives à l'utilisation des ressources et l'efficacité de l'intervention ;
- un journal des problèmes sera mis à jour régulièrement par le/la spécialiste du suivi et évaluation en collaboration avec l'Assurance du projet, afin de faciliter le suivi et la résolution des problèmes potentiels ou les demandes de changements ;
- un journal des risques sera activé dans l'Atlas et régulièrement mis à jour par le chargé de suivi et évaluation du projet, pour réévaluer le statut des risques identifiés. Les nouveaux risques seront enregistrés sur l'aval du responsable de projet en passant en revue les facteurs qui pourraient affecter la mise en œuvre du projet ;
- un rapport trimestriel d'avancement (RTA) du projet, sur la base des informations sus mentionnées, sera soumis au Comité de pilotage par le Coordonnateur du projet ;
- un journal des leçons apprises sera régulièrement mis à jour par le/la spécialiste de suivi et évaluation du projet afin d'assurer un apprentissage actif et l'adaptation de l'organisation et pour faciliter la préparation du rapport des leçons apprises à la fin du projet ;
- un plan de suivi sera activé et mis à jour par le responsable du projet afin de suivre les actions et les événements de gestion du projet.

Annuellement les activités suivantes seront réalisées :

- des représentants du PNUD et du MINEFID devraient effectuer des visites de terrain afin de valider les résultats, plus particulièrement ceux obtenus au cours de la première année de mise en œuvre. Si elles sont entreprises pendant la dernière partie de l'année d'exercice, la visite de terrain devrait fournir les dernières informations relatives à l'avancement du projet vis à vis du rapport annuel. Chaque

visite de terrain devrait être suivie de l'élaboration d'un rapport qui sera déposé au plus tard une semaine après la fin de la mission ;

- un rapport annuel de revue sera préparé par le Coordonnateur et son équipe comme une auto évaluation à la gestion du projet ; il ne devrait en aucun cas occasionner un lourd processus de préparation. Comme exigence minimale, le rapport annuel de revue devra consister à remplir le format standard du rapport trimestriel d'activités, couvrant toute l'année, avec des informations mises à jour sur les résultats obtenus vis-à-vis des cibles pré définies au niveau des produits. Ainsi, le rapport devra être directement utilisable comme outil de dialogue entre le responsable du projet et les partenaires ;

Sur la base du rapport suscité, une revue annuelle du projet sera organisée durant le quatrième trimestre de l'année ou juste après, afin d'évaluer le progrès réalisé par le projet et pour valider le plan de travail pour l'année suivante. Durant la dernière année, cette revue sera l'évaluation finale. Elle doit se focaliser sur la mesure dans laquelle des progrès sont réalisés par rapport aux produits retenus, lesquels restent alignés par rapport aux effets concernés.

7. RISQUES ET HYPOTHESES

Pour ce projet, le cadre de gestion des risques est celui qui a été établi pour le PNDES. A ces risques, il convient d'ajouter :

- la résistance aux changements sous-jacents à chacun des résultats-clés qui peut apparaître au niveau des cibles du projet. Pour y faire face, il est indispensable de formuler une stratégie de communication et de conduite de la gestion du changement ;
- les changements de position des personnels cibles ou appartenant au dispositif de mise en œuvre du projet pourraient entraîner des à-coups dans la réalisation des activités, conduire à des retards voire à l'échec des résultats visés. Pour y remédier, il sera utile, de concert avec les autorités, de s'assurer que, sauf cas de force majeure, un minimum de permanence des personnels concernés à leur poste sera garanti. L'autre mesure d'atténuation serait de prévoir pour chacun des postes concernés, partout où cela est possible des intérimaires bénéficiant des mêmes renforcements de capacités.

Le journal des risques sera mis à jour dans le cadre de la planification opérationnelle pour approfondir l'analyse des risques spécifiques à chaque produit du projet et selon les environnements géographiques et sociologiques dans lesquels se réalisent les activités programmées.

3

4

ANNEXES

A. Cadre de résultats

Résultats attendus	Produits	indicateurs	Situation de référence		Situation Finale		Sources de vérification
			valeur	Année	cible	Année	
composante 1 : renforcement des capacités des structures et des acteurs en charge de la planification pour la formulation des politiques publiques, projets et programmes tenant compte des principes-clés de programmation							
Les structures en charge de la planification des ministères, des institutions et les collectivités territoriales formulent des politiques publiques, projets et programmes pour la mise en œuvre du PNDES tenant compte des principes-clés de programmation	Indicateur d'effet : Proportion des documents répondant aux principes clés de programmation		75%	2016	100%	2020	Rapport CNPD
	Des outils et des instruments sont développés pour améliorer la formulation des documents programmatiques	Nombre de guides/manuels pour la formulation des politiques publiques					
		Nombre de structures ayant au moins 3 cadres capables de formuler des politiques publiques, projets et programmes selon les orientations des guides/manuels de formulation	5	2016	7	2020	Rapport DGEP, Rapport DGDT
	les capacités techniques des acteurs des structures de planification sont renforcées pour améliorer la formulation des documents programmatiques	Nombre de cadres ayant des capacités de formuler des politiques publiques, projets et programmes conformément aux guides/manuels de formulation	0	2016	50	2020	Rapport d'activité du projet d'appui au PNDES
composante 2 : renforcement des capacités des structures et des acteurs en charge du suivi et de l'évaluation pour qu'ils assument efficacement leur rôle							
	Indicateur d'effet: Proportion des indicateurs du PNDES non renseignée		43%	2016	5%	2020	SP-PNDES

Résultats attendus	Produits	indicateurs	Situation de référence		Situation Finale		Sources de vérification
			valeur	Année	cible	Année	
Les structures en charge du suivi et de l'évaluation des politiques publiques, des projets et programmes découlant du PNDES assument efficacement leurs rôles.	indicateur d'effet: Pourcentage de la population ayant une connaissance du PNDES						
	Proportion des indicateurs d'effets du PNDES non renseignés		Nd	2016	75%	2020	SP-PNDES
	le cadre institutionnel et juridique du suivi et évaluation des politiques publiques, des projets et programmes sont renforcés	14 arrêtés définissant les périmètres d'actions des secteurs décret portant cadre réglementaire de gestion et de suivi et évaluation des projets et programme	0	2016	14	2018	SP-PNDES
	Des outils, des instruments de suivi et évaluation sont développés et les structures sont équipées pour renforcer l'efficacité du dispositif de suivi et évaluation des politiques publiques	Nombre d'outils de suivi et évaluation des politiques publiques (politiques sectorielles, projets et programmes, PCD,)	Nd	2016	1	2018	Rapport DGEP
	Les capacités techniques des structures en charge du suivi et de l'évaluation des politiques publiques sont renforcées	Proportion des acteurs du dispositif national du suivi et évaluation formés sur les outils et les instruments de suivi et évaluation développés	2	2016	11	2020	Rapport DGEP, Rapport DGD
	La redevabilité des politiques publiques, des programmes et des projets est renforcée	Nombre de sessions d'information sur le PNDES (cadres de dialogue, conférence de presse, d'émissions radio/télé, conférence thématiques)	0	2016	50%	2020	Rapport de performance annuel du PNDES
			0	2016			

Résultats attendus	Produits	indicateurs	Situation de référence		Situation Finale		Sources de vérification
			valeur	Année	cible	Année	
Composante 3 : Amélioration de la célérité, de la transparence et du respect des bonnes pratiques dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés publics.							
Les structures de la dépense publique assument leurs fonctions avec célérité, la transparence et le respect des bonnes pratiques des procédures de passation et d'exécution des marchés publics en vue d'une bonne exécution des politiques publiques, des programmes et des projets.	indicateur d'effet: Taux d'exécution financière des projets et programmes de développement		69,37%	2015	90%	2020	rapport AG des projets et programme
		indicateur d'effet: Pourcentage de marchés publics conclus dans les délais de validité des offres	86,95%	2016	95%	2020	Rapport du CODEP MP, CSEBT (DGTCP)
	Les délais sont réduits et la transparence renforcée dans le processus de passation et d'exécution des marchés publics	Pourcentage de plaintes fondées	35,86%	2016	22%		Rapport annuel (ARCOP)
		Le nombre de sites du MINEFID interconnectés aux RESINA	195	2016	309	2020	Les rapports d'activités de la DGS
		Délai moyen entre la liquidation et le paiement de la dépense publique	47 jours	2016	20 jours	2020	Rapport du CODEP MP, CSEBT (DGTCP)
	Les capacités des acteurs du circuit de la dépense publique sont renforcées	Le pourcentage d'agents formés dans les structures en charge de la passation et de la gestion financière sur la nouvelle réglementation de la commande publique					Le rapport de formation des DRH et de l'ARCOP
Le pourcentage d'agents formés dans les structures en charge de la passation et de la gestion financière sur le logiciel SIMP						Le rapport de formation sur SIMP de DG-CMEF	

Résultats attendus	Produits	indicateurs	Situation de référence		Situation Finale		Sources de vérification
			valeur	Année	cible	Année	
		Le pourcentage d'agents formés dans les structures en charge de la passation et de la gestion financière sur les reformes liées au budget programme					Le rapport d'activités de la DGTCP
		Pourcentage d'agents impliqués dans le circuit de la dépense publique dotés en ordinateurs					Les rapports d'activités de la DGSI
		Le pourcentage des responsables (DMP, DAF, DCMEF) certifiés niveau 2 en matière de passation de marchés publics dans les structures en charge de la passation de marchés publics et de la gestion financière	80%	2016	85%	2020	Le rapport des formations certifiantes (CT/MINEFID)
		composante 4 : appui à l'Etat et aux collectivités territoriales pour la mobilisation des ressources pour la réalisation des objectifs du PNDES.					
L'Etat et les collectivités territoriales mobilisent les ressources nécessaires pour la réalisation des objectifs du PNDES.	indicateur effet: Le taux de pression fiscale		14,97%	2016	20,10%	2020	Le Rapport annuel du CNPE
	indicateur d'effet: Part des ressources extérieures dans le PIB						Rapport sur la coopération au développement (RCD)
	indicateur d'effet: Le rang dans le classement Doing Business		146 ^{ème} /189	2015	5%	2020	Rapport Doing Business de la Banque Mondiale

Résultats attendus	Produits	indicateurs	Situation de référence		Situation Finale		Sources de vérification
			valeur	Année	cible	Année	
Les capacités de mobilisation et de gestion des ressources externes sont renforcées	Les capacités de mobilisation des ressources internes sont renforcées	Le taux de recouvrement.fiscal	95,74%	2016	100%	2020	Rapport du Comité de suivi de l'exécution budgétaire et de la trésorerie (CSEBT)
		Le taux d'accroissement des ressources fiscales et non fiscales	11,36%	2015	18,20%	2020	Le rapport CSEBT
		Le taux de mobilisation effective des besoins de financements (montant total des conventions signées/montants des besoins de financements)	93,38%	2016	100%	2020	Le rapport de la revue annuelle du PNDES (SP/PNDES), Rapport sur la coopération(DGCOOP)
	Les capacités de mobilisation et de gestion des ressources externes sont renforcées	Le taux de décaissement des appui-projet	51%	2016	100%	2020	Le rapport d'endettement public DGD
		Le taux de progression des ressources issues de la coopération décentralisée					
		Le taux de progression des financements des ONG et associations de développement					DGEP et DGCOOP

Résultats attendus	Produits	indicateurs	Situation de référence		Situation Finale		Sources de vérification
			valeur	Année	cible	Année	
	Les capacités d'attrait de l'investissement privé sont améliorées	Le taux de progression des investissements privés intérieurs					MCIA
		Le taux de progression des investissements privés extérieurs					MCIA

B. Plan de travail pluri-annuel

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
Composante 1 : Renforcement des capacités des structures et des acteurs en charge de la planification pour la formulation des politiques publiques, projets et programmes tenant compte des principes-clés de programmation								
Action 1.1 : Développement des outils et instruments pour améliorer la formulation des documents programmatiques	Activité 1 : Elaborer un guide méthodologique de formulation des projets et programmes de développement Livrable : un guide méthodologique de formulation des projets et programmes de développement prenant en compte le cycle de vie des projets	x				DGEP/MINEFID	PA PNDES	36
	Activité 2 : Elaborer un guide de prise en compte de l'emploi décent dans les politiques publiques Livrable : un guide de prise en compte de l'emploi décent dans les politiques publiques prenant en compte les concepts, les outils et les indicateurs sur l'emploi	x				DGEP/MINEFID	PA PNDES	17,5

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
3	<p>Activité 3: Elaborer un guide d'intégration des pôles de croissance et de compétitivité dans les politiques sectorielles</p> <p>Livrable : un guide d'intégration des pôles de croissance et de compétitivité dans les politiques sectorielles</p>		x			MINEFID/DGDT	PA PNDES	25
	<p>Activité 4: Elaborer un guide méthodologique d'élaboration des schémas régionaux d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT)</p> <p>Livrable : un guide méthodologique d'élaboration des schémas régionaux d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) disponible</p>	x				MINEFID/DGDT	PNUD	15
	<p>Activité 5: Actualiser les guides d'élaboration des plans locaux (PCD et PRD) de développement</p> <p>Livrable: deux (02) guides intégrant les pôles de croissance et les thématiques émergentes</p>		x			MINEFID/DGDT		15
	<p>Activité 6: Editer et distribuer le guide méthodologique de formulation des projets et programmes de développement</p> <p>Livrable: un guide méthodologique de formulation des projets et programmes édité</p> <p>Livrable : 100% des structures en charge de la planification ont les documents</p>		x			MINEFID/DGEP		5
	<p>Activité 7: Editer et distribuer le guide de prise en compte de l'emploi décent dans les politiques publiques deux documents élaborés et actualisés</p> <p>Livrable: un guide de prise en compte de l'emploi décent dans les politiques publiques édité</p>		x			MINEFID/DGEP		2,5

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Livrable: 100% des structures en charge de la planification ont les documents							
	Activité 8: Editer et distribuer le guide d'intégration des pôles de croissance et de compétitivité dans les politiques sectorielles et le guide d'élaboration des plans locaux de développement							
	Livrable : les documents édités par la DGDT (guide d'intégration des pôles de croissance et de compétitivité dans les politiques sectorielles, guides d'élaboration des plans locaux)		X			MINEFID/DGDT		15
	Livrable: 100% des structures en charge de la planification et les collectivités territoriales ont les documents							
	Activité 9: Elaborer des grilles de contrôle de qualité de la formulation des politiques publiques							
	Livrable : une grille de contrôle qui permet d'apprécier la qualité technique des politiques publiques formulées	X				MINEFID/DGEP		10
	Activité 10: Elaborer des grilles de contrôle de qualité de la formulation des projets et programmes							
	Livrable: une grille de contrôle qui permet d'apprécier la qualité technique des projets et programmes formulés	X				MINEFID/DGEP		10
	Activité 11: Elaborer des grilles de contrôle de qualité de la formulation des plans locaux de développement							
	Livrable: une grille de contrôle qui permet d'apprécier la qualité technique des plans locaux de développement formulés	X				MINEFID/DGEP/ DGDT		20
	MONITORING							
	SOUS-TOTAL ACTION 1.1							171

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
Action 1.2 : Renforcement les capacités techniques pour améliorer la formulation des documents programmatiques	Activité 1 : Former 50 formateurs à l'utilisation du guide méthodologique de formulation de projets et programmes de développement Livrable : 90 % au moins des personnes formées capables d'assurer la formation des acteurs sur le guide		x			MINEFID/DGEP	PNUD	10
	Activité 2 : Former 250 acteurs (DREP, DGESE, DGEP et Collectivités territoriales) à l'utilisation du guide méthodologique de formulation de projets et programmes de développement Livrable: 90 % au moins des acteurs formés capables sachant utiliser le guide		x			MINEFID/DGEP		30
	Activité 3 : Former 210 acteurs à la conduite d'études prospective, la planification stratégique et opérationnelle Livrable : 90% des cadres des structures techniques formés capables de conduire des études prospectives	x	x	x	x	MINEFID/DGEP		70
	Activité 4 : Former 210 acteurs sur les guides d'élaboration des politiques publiques Livrable : 90% des cadres des structures techniques formés capables de conduire l'élaboration de politiques publiques respectant les normes et prenant en compte les thématiques transversales	x	x	x	x	MINEFID/DGEP		70
	Activité 5 : Former les 9 membres de la CNPD sur le guide d'élaboration des politiques publiques Livrable: 100% des membres de la CNPD formés capables d'examiner les politiques publiques	x				MINEFID/DGEP		5
	Activité 6 : Former des 25 cadres des structures de planification par an sur les grilles de contrôle de qualité de la formulation des politiques publiques	x	x			MINEFID/DGEP		7

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Livrable 6: 95% des cadres formés capables d'apprécier la qualité technique des documents de politiques sectorielles							
	Activité 7: Former des 50 acteurs par an sur les grilles de contrôle de qualité de la formulation des projets et programmes							
	Livrable: 95% des cadres formés capables d'apprécier la qualité technique des documents des projets et programmes	x	x	x		MINEFID/DGEP		17
	Activité 8: Former des 35 cadres par an sur les grilles de contrôle de qualité de la formulation des plans locaux de développement							
	Livrable: 95% des cadres formés capables d'apprécier la qualité technique des documents des plans locaux de développement	x	x			MINEFID/DGEP		10
	Activité 9: Acquérir des licences de logiciels ARCGIS							
	Livrables: 20 licences de logiciels ARCGIS disponibles	x				DGDT/MINEFID		400
	Activité 10: Former 7 agents de la DGOT aux méthodes d'analyse spatiale et aux techniques de représentation des géo-données							
	Livrables : 90% au moins des agents de la DGOT formés aux méthodes d'analyse spatiale et aux techniques de représentation des géo-données et capables d'animer des sessions de formation		x			DGDT/MINEFID		15
	Activité11: Former 100 agents des DREP et les autres acteurs en SIG, cartographie et analyse spatiale		x			DGDT/MINEFID		50

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Livrables: 80% au moins des agents des DREP et autres acteurs formés capables de concevoir des cartes thématiques et de mener une analyse spatiale							
	MONITORING							684
	SOUS-TOTAL ACTION 1.2							855
	TOTAL COMPOSANTE 1							
Composante 2 : Renforcement des capacités des structures et des acteurs en charge du suivi et de l'évaluation pour qu'ils assument efficacement leur rôle								
Action 2.1 : Renforcement du cadre institutionnel et juridique du suivi et évaluation des politiques publiques, des projets et programmes	Activité 1: Finaliser le cadre réglementaire de gestion et de suivi-évaluation des projets et programmes de développement Livrable: les décrets adoptés en Conseil des Ministres	x	x			MINEFID/DGEP		15
	Activité 2: Elaborer les textes portant régime de responsabilité des coordonnateurs des projets Livrable: le texte régissant le régime de responsabilité des coordonnateurs des projets	x				MINEFID/DGTC P/DGEP	Etat, PTF	5
	Activité 3 : Améliorer le cadre juridique et institutionnel du PPP au Burkina Faso Livrable: les textes juridiques et réglementaires en matière de PPP relus			x		MINEFID/DGCO OP	Etat, PTF	10
	Activité 3: Elaborer des textes réglementaires les périmètres d'actions des cadres sectoriels de dialogue et leurs compositions Livrable : 14 arrêtés définissant les périmètres d'actions des secteurs	x	x			SP PNDES		15
	MONITORING							

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget			
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)		
Action 2.2 : développement des outils, des instruments et équiper les structures pour renforcer l'efficacité du dispositif de suivi et évaluation des politiques publiques, des projets et programmes	SOUS-TOTAL ACTION 2.1									
	Activité 1: Elaborer un guide d'évaluation des politiques publiques (PP) Livrable: un guide définissant la démarche d'une évaluation des politiques		x			MINEFID/DGEP/DGDT		45		
	Activité 2: Développer un modèle d'évaluation d'impact socioéconomique Livrable: un modèle de simulation qui permet d'éclairer les décisions sur l'éradication de la pauvreté et les inégalités		x	x		MINEFID/DGEP		200		
	Activité 3: Elaborer le référentiel national de pondération des activités et des tâches Livrable: le répertoire national des différentes activités présentées par catégorie et découpées en tâches pondérées disponible	x	x			SP-PNDES	PNUD	50		
	Activité 4: Elaborer un guide d'évaluation des SRADDT Livrable: un guide d'évaluation des SRADDT					MINEFID/DGDT		15		
	Activité 5: Elaborer un cahier de charges type pour les projets et programmes Livrable: Un cahier de charges type projets et programmes		x			MINEFID/DGES S/DGEP		10		
	Activité 6: Elaborer un manuel de rédaction des rapports de performance du PNDES Livrable : les rapports de performance global, sectoriels et régionaux du PNDES respectent la logique GAR	x				SP-PNDES	PNUD	15		
	Activité 7: Mettre à jour les outils de suivi et d'évaluation du PNDES	x	x	x	x	SP-PNDES	PNUD	10		

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Livrable : des outils de suivi et d'évaluation du PNDES (cadre de mesure de performance sectoriel, cadre de mesure de performance régional, matrice globale de réformes stratégiques et d'investissements structurants, bilan de matrice globale de réformes stratégiques et d'investissements structurants) mis à jour							
	Activité 8 : Définir les métadonnées des indicateurs du suivi et d'évaluation du PNDES Livrable: le rapport sur les métadonnées des indicateurs du suivi et d'évaluation du PNDES disponible	x		x		SP-PNDES	Etat, PTF	25
	Activité 9 : Elaborer le tableau de bord du suivi-évaluation du PNDES Livrible: le tableau de bord du suivi-évaluation du PNDES élaboré	x	x	x	x	SP-PNDES	Etat, PTF	20
	Activité 10: Concevoir les outils de suivi rapproché de l'exécution financière des projets et programmes du PNDES Livrables: 1 -le Canevas de rapportage trimestriel de l'exécution financière des projets; 2 - la Matrice de suivi de l'exécution budgétaire des projets et programmes PNDES; 3 -la Matrice de suivi de passation et d'exécution des marchés publics inhérents à la réalisation des projets PNDES ; 4 -la Matrice de suivi des conditionnalités de décaissement des ressources extérieures allouées à certains de ces projets		x			SPI/DPB/DGB	PNUD	17

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Activité 11: Mettre à jour le module micro-simulation dans l'IAP (Instrument automatisé de prévision) pour prendre en compte les effets des projections macroéconomiques sur les différents groupes socio-économiques et les indicateurs de pauvreté. Livrable: l'IAP à jour du module micro simulation		x		x	MINEFID/DGEP		40
	Activité 12: Intégrer les comptes nationaux définitifs dans l'IAP (Instrument automatisé de prévision) pour améliorer les projections macroéconomiques Livrable: IAP à jour des comptes nationaux		x	x	x	MINEFID/DGEP		30
	Activité 13 : Construction d'une nouvelle Matrice de Comptabilité Sociale Livrable: La nouvelles MCS du Burkina Faso disponible	x				MINEFID/DGEP		50
	Activité 14 : Mise à niveau du Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC) du Burkina Faso sur la base de la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) Livrable: le MEGC à jour prenant en compte la nouvelle MCS	x				MINEFID/DGEP		25.
	Activité15: Actualiser la base de données de la Plateforme de Gestion de l'Aide (PGA) Livrable : la base de données à jour	x	x			MINEFID/DGCO OP	Etat, PTF	6,5
	Activité 16: Acquérir et déployer un nouveau serveur pour la Plateforme de gestion de l'aide (PGA) Livrable: le nouveau serveur livré, déployé et configuré pour l'utilisation de la PGA	x				MINEFID/DGCO OP	Etat, PTF	50
	Activité 17: Opérationnaliser le module de suivi-évaluation de Circuit intégré de des financements extérieurs (CIFE)	x				MINEFID/DGTC P/DGCOOP/DG SI	Etat, PTF	50

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Livrable: 90% des cadres formés capables d'utiliser le manuel de rédaction du rapport de performance du PNDES							
	Activité 7: Former les secrétariats des cadres sectoriels de dialogue à l'utilisation du manuel de rédaction du rapport de performance du PNDES							
	Livrable: 90% des cadres formés capables d'utiliser le manuel de rédaction de rapports sectoriels de performance du PNDES		X			SP-PNDES	PNUD	15
	Activité 8: Former les secrétariats des cadres régionaux de dialogue à l'utilisation du manuel de rédaction du rapport de performance régional du PNDES							
	Livrable: 90% des cadres formés capables d'utiliser le manuel de rédaction de rapports régionaux de performance du PNDES		X			SP-PNDES	PNUD	15
	Activité 9: Former les DGESS à l'utilisation du référentiel national de pondération des activités et des tâches							
	Livrable : 90% des cadres formés capables d'utiliser le référentiel national de pondération des activités et des tâches		X			SP-PNDES	PNUD	50
	Activité10: Former les DGESS sur l'évaluation d'impact des politiques publiques avec le modèle de simulation T21							
	Livrable: 90% des agents des DGESS formés et capables d'utiliser au mieux du modèle de simulation T21 pour évaluer l'impact des politiques publiques		X	X	X	DGEP/MINEFID		50
	Activité 11: Former 20 cadres de la DCOD en suivi et évaluation des actions de coopération décentralisée		X			DGCT/MATD		6

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Livvable: 90 au moins des cadres formés capables d'utiliser les outils de suivi et évaluation							
	Activité 12: Former 400 acteurs concernés à l'utilisation de l'atlas et de l'observatoire national de l'aménagement et du développement durable du territoire (ANADDT) et de l'observatoire national des économies territoriales (ONET) qui viennent d'être adoptés	x	x	x	x	MINEFID/DGDT		70
	Livvable: 90 % des acteurs formés capables d'utiliser les outils de l'observatoire national de l'aménagement et du développement durable du territoire (ANADDT) et de l'observatoire national des économies territoriales (ONET)							
	Activité 13: Former les structures en charge du suivi-évaluation du PNDES à l'utilisation et la mise à jour des outils web permettant la visualisation instantanée de l'évolution des indicateurs du PNDES							
	Livvable: les cadres formés capables d'utiliser les outils web		x	x	x	SP-PNDES	PNUD	15
	Activité 14: Former l'équipe technique du SP/PNDES (Budget-programme, projets PPP, gestion des projets [aspect arrangements de gestion], logique GAR)							
	Livvable: 90% de l'équipe technique du SP/PNDES formés maitrisent la démarche Budget-programme, projets PPP, gestion des projets [aspect arrangements de gestion], logique GAR	x	x	x	x	SP-PNDES	Etat, PTF	40
	Activité 15 : Former l'équipe technique du SP-PNDES en évaluation des politiques publiques							
	Livvable: 90% de l'équipe technique du SP-PNDES formés maitrisant la démarche d'évaluation des politiques publiques		x	x	x	SP-PNDES	Etat, PTF	30

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Activité 16: Former l'équipe du SP-PNDES sur des thématiques spécifiques à l'extérieures Livrable: 90% de l'équipe technique du SP-PNDES formés maîtrisant thématiques spécifiques à l'extérieures		x	x	x	SP-PNDES	Etat, PTF	45
	Activité 17 : Organiser des voyages d'études et de partage d'expérience Livrable : le rapport du voyage d'étude contenant les bonnes pratiques, les conditions de succès, les défis et les leçons apprises en matière de coordination, suivi et évaluation de politiques publiques	x	x	x	x	SP-PNDES	Etat, PTF	100
	Activité 18 : Organiser des Missions de supervision sur un portefeuille de projets d'investissements structurants Livrable: le rapport de mission de supervision établissant l'exécution des projets d'investissement structurants élaboré	x	x	x	x	SP-PNDES	Etat, PTF	40
	Activités 19: Accompagner la mise en œuvre du plan d'action de renforcement des capacités évaluatives Livrable : au moins 20% des activités de renforcement des capacités en évaluation des politiques publiques prévues dans le plan d'actions est accompagnés		x	x	x	MINEFID/DGEP	Etat, PTF	60
	Activités 20: Former 20 cadres de la DGEP sur les logiciels de traitement et d'analyse de données (Stata, spss) Livrable: 90% des cadres maîtrisent les logiciels de traitement et d'analyse de données		x			MINEFID/DGEP	PTF	30

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Activité 21: Former annuellement 50 acteurs du partenariat public-privé sur des thématiques spécifiques aux PPP (analyse éco et financière des projets, architectures juridique des contrats types et connexes, évaluation des projets d'investissement, suivi-évaluation des projets en PPP, etc.) Livrable: 80% des acteurs étatiques intervenants dans la mise en œuvre des Projets PPP formés sont outillés et capables de juger de la pertinence et de la faisabilité d'un contrat en mode PPP.		x	x		MINEFID/DGCO OP	Etat, PTF	68
	Activité 22: Former 75 cadres des DGESS et autres acteurs nationaux en évaluation ex-ante des projets et programmes Livrable: 90% des cadres DGESS et acteurs formés maîtrisent les évaluations ex-ante des projets et programmes					MINEFID/DGEP	PA PNDES	10
	MONITORING							
	SOUS-TOTAL ACTION 2.3							768
Action 2.4 : Renforcement de la rédevabilité sur la mise en œuvre des politiques publiques, des projets et programmes	Activité 1: Elaborer un plan de communication sur la mise en œuvre du PNDES Livrable: plan de communication validé et adopté	x	x			SP-PNDES	Etat, PTF	10
	Activité 2 : Sensibiliser les exécutifs locaux sur leur rôle dans la mise en œuvre du PNDES Livrable: Adhésion des acteurs locaux					MATD/DGCT	Etat, PTF	30
	Activité 3: Concevoir des outils web permettant le renseignement et la visualisation instantanée de l'évolution des indicateurs du PNDES (site internet et application mobile)	x	x			SP-PNDES	PNUD	10

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Livvable: Un site web, une application mobile permettant la visualisation instantanée des indicateurs du PNDES opérationnels							
	Activité 4: vulgariser les outils web permettant le renseignement et la visualisation instantanée de l'évolution des indicateurs du PNDES Livvable: les outils web permettant des renseignements des indicateurs utilisés		X	X	X	SP-PNDES	PNUD	4,5
	Activité 5: Appuyer la mise en œuvre du plan de communication du PNDES Livvable: 50% des activités exécutées	X	X	X	X	SP-PNDES	PNUD	10
	Activité 6 : Accompagner l'évaluation de la mise en œuvre du plan de communication Livvable: le rapport d'évaluation		X	X	X	SP-PNDES	PNUD	5
	Activité7: élaborer les rapports de suivi des ODD livvable: les rapports de suivi qui donne la situation d'évaluation des cibles ODD validés, les rapports de suivi édités	X	X	X		DGEP/MINEFID	PNUD	90
	Activité8: évaluer la mise en œuvre des ODD livvable: rapport d'évaluation assortie de recommandation validé, le rapport d'évaluation édité et diffusé				X	DGEP/MINEFID	PNUD	PM
	Activité9: réaliser des études sur l'impact des cibles ODD accélérateurs sur le développement socioéconomique du Burkina Faso livvable: les rapports d'études décrivant l'impact socioéconomique des cibles ODD dites accélérateurs sur le développement socioéconomique		X	X		DGEP/MINEFID	PNUD	120

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Activité 10: produire et diffuser le rapport global d'analyse des finances locales Livrable: le rapport global d'analyse des finances locales produit et diffusé	x	x	x	x	DGDT/MINEFID	Etat, PTF	150
	Activité 11 : tenir dans chaque commune et chaque année en collaboration avec des ministères sectoriels concernés une session d'évaluation de la part du budget transféré et exécuté Livrable: une session d'évaluation de la part du budget transféré et exécuté chaque année aux communes est tenue	x	x	x	x	MINEFID/DGDT	Etat, PTF	76
	Activité 12 : organiser les missions supervisions des projets et programmes Livrable : les rapports trimestriels des missions de supervision	x	x	x	x	DGEP/MINEFID	Etat, PTF	60
	Activité 13 : organiser les revues des projets et programmes Livrable: les rapports des revues tenues des projets et programmes	x	x	x	x	DGEP/MINEFID	PNUD	40
	MONITORING							
	SOUS-TOTAL ACTION 2.4							606
	TOTAL COMPOSANTE 2							2 042
	Composante 3 : Amélioration de la célérité, de transparence et des respects des règles dans les processus et procédure de passation et d'exécution des marchés publics							
	Action 3.1: Réduction des délais et transparence dans le circuit de la passation et de l'exécution des marchés publics		x			MINEFID/ARCO P, DG-CMEF	PTF	60

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Livvable: le rapport diagnostic et le plan d'actions relatifs à la réduction des délais et à la transparence du circuit de la dépense et de la passation des marchés publics							
	Activité 2 : Accompagner la mise en œuvre du plan d'actions pour la réduction des délais et pour la transparence du circuit de la dépense et de la passation des marchés publics Livvable :		x	x	x	MINEFID/ARCO P, DG-CMEF, DGTCP	Etat, PTF	PM
	Activité 3: Evaluer la mise en œuvre du plan d'actions pour la réduction des délais et pour la transparence du circuit de la dépense et de la passation des marchés publics Livvable : le niveau de réalisation des effets attendus de la mise en œuvre du plan d'actions pour la réduction des délais et pour la transparence du circuit de la dépense publique et de la passation des marchés publics		x	x	x	MINEFID/ARCO P, DG-CMEF	PTF	20
	Activité 4 : Réaliser des audits pour apprécier le respect des règles dans le circuit de la dépense publique et de la passation des marchés publics Livvable : l'état de respect des règles dans le circuit de la dépense publique et de la passation des marchés publics assorti de recommandations.		x	x	x	MINEFID/ARCO P, IGF	PTF	300
	Activité 5 : Réaliser une étude bilan sur la déconcentration des services du Payeur général auprès des ministères et institutions dans le cadre du budget programme Livvable: le rapport d'étude sur le bilan du dispositif existant et les perspectives dans le cadre du budget programme assorti d'un plan d'actions		x			MINEFID/DGTC P	PTF	20

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
Action 3.2: Renforcement des capacités des acteurs du circuit de la dépense publique	<p>Activité 6 : Accompagner la mise en œuvre du plan d'actions pour la déconcentration des services du Payeur général auprès des ministères et institutions dans le cadre du budget programme</p> <p>Livable :</p>		x	x	x	MINEFID/DGTC P	PTF	PM
	<p>Activité 7 : Organiser un voyage d'étude en France pour s'inspirer de l'expérience en la matière stratégie d'achats groupés</p> <p>Livable : Le rapport du voyage d'étude contenant les bonnes pratiques, les conditions de succès, les défis et les leçons apprises en matière stratégie d'achats groupés</p>		x			MINEFID/ARCO P, DG-CMEF	PTF	20
	<p>Activité 8 : Elaborer la stratégie d'achats groupés assortie d'un plan d'actions</p> <p>Livable 8 : les options stratégie d'achats groupés et son plan d'actions</p>			x		MINEFID/ARCO P, DG-CMEF	Etat, PTF	40
	<p>Activité 9 : Accompagner la mise en œuvre du plan d'actions pour la mise en œuvre de stratégie d'achats groupés</p> <p>Livable :</p>			x	x	MINEFID/ARCO P, DG-CMEF	Etat, PTF	PM
	MONITORING							
	SOUS-TOTAL ACTION 3.1							
	<p>Activité 1 : Doter les DMP et les DAF des ministères et institutions d'équipements informatiques pour l'exploitation du SIMP et pour la passation des marchés publics</p>		x			MINEFID/DGSI	PTF	226,5

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Livrible: 47 PC, 48 laptop, 83 imprimantes, 20 photocopieuses de grande capacité, 7 scanners et 20 vidéoprojecteurs acquis conformément aux spécifications techniques pour l'exploitation du SIMP et pour la passation des marchés publics							
	Activité 2: Doter les DMP et des DAF des ministères et institutions de réseaux informatiques locaux interconnectés au RESINA pour l'exploitation du SIMP							
	Livrible: les réseaux locaux des DMP et DAF réalisés et interconnectés au RESINA conformément aux spécifications techniques		x			MINEFID/DGSI	PTF	54
	Activité 3: Former annuellement 450 acteurs du circuit de la dépense publique et de passation des marchés publics sur la réglementation nationale de la commande publique							
	Livrible: 75% des acteurs formés connaissent la réglementation nationale de la commande publique		x	x	x	MINEFID/ARCO P	Etat, PTF	440
	Activité 4: Former annuellement 150 acteurs intervenant dans la mise en œuvre des projets et programmes sur les procédures nationales de décaissement et celles des bailleurs							
	Livrible 4: 75% des acteurs formés connaissent les procédures nationales de décaissement et celles des bailleurs		x	x	x	MINEFID/DGTC P/DDP	PTF	100
	Activité 5: Former annuellement 450 acteurs intervenant dans l'exécution des marchés publics sur le suivi, le contrôle et la coordination des marchés des travaux		x	x	x	MINEFID/ARCO P	PTF	200

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Livrable: 75% des acteurs formés ont des connaissances sur le suivi, le contrôle et la coordination des marchés des travaux							
	Activité 6: Former 820 acteurs (dont 160 en 2017, 220 annuellement de 2018 à 2020) du circuit de la gestion financière et de passation des marchés sur le Système d'information intégré des marchés publics (SIMP)	x	x	x	x	MINEFID/DGSI, DG-CMEF	PTF	165
	Livrable: 75% des acteurs formés peuvent utiliser le SIMP							
	Activité 7 : Former annuellement 160 utilisateurs du MINEFID sur le CIFE		x	x	x	MINEFID/DGSI, DGTC/DDP	PTF	100
	Livrable : 75% des acteurs formés peuvent utiliser le CIFE							
	Activité 8 : Former 500 acteurs en matière d'exécution des dépenses dans le contexte du budget programme		x			MINEFID/DGTC P/DELFP/PG	PTF	100
	Livrable : 75% des acteurs formés ont des connaissances sur leurs rôle et tâche dans l'exécution des dépenses dans le contexte du budget programme							
	Activité 9 : Actualiser le guide de l'autorité contractante pour prendre en compte la nouvelle réglementation sur la commande publique		x			MINEFID/ARCO P	PTF	10
	Livrable : le guide de l'autorité contractante actualisé prenant la nouvelle réglementation sur la commande publique							
	Activité 10 : Actualiser le manuel de procédure des DMP pour prendre en compte la nouvelle réglementation sur la commande publique		x			MINEFID/ARCO P, DG-CMEF	PTF	10

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Livvable: le manuel de procédure des DMP actualisé prenant en compte la nouvelle réglementation sur la commande publique							
	Activité 11 : Elaborer un manuel de procédure en matière de passation des marchés publics des collectivités territoriales							
	Livvable: le manuel de procédure en matière de passation des marchés publics des collectivités territoriales		x			MINEFID/ARCO P	PTF	20
	Activités 12: Adapter le SIMP pour la prise en compte des nouveaux dossiers types de la commande publique							
	Livvable : le SIMP permet d'élaborer les dossiers d'appel à concurrence conformément à la nouvelle réglementation	x				MINEFID/DGSI, DG-CMEF	PTF	8
	Activité 13 : Organiser un voyage d'étude en Tunisie pour s'inspirer des expériences réussies dans la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics							
	Livvable: Le rapport du voyage d'étude contenant les bonnes pratiques, les conditions de succès, les défis et les leçons apprises dans la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics		x			MINEFID/ARCO P, DG-CMEF	Etat, PTF	20
	Activité 14 : Réaliser une étude sur la dématérialisation des procédures des marchés publics assortie d'un plan d'actions							
	Livvable: le rapport de l'étude sur la dématérialisation des procédures des marchés publics et son plan d'actions		x			MINEFID/ARCO P, DG-CMEF	Etat, PTF	40

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget		
							Source de financement	Description du budget (en million)	
		AN1	AN2	AN3	AN4				
	Activité 15 : Accompagner la mise en œuvre du plan d'actions de la dématérialisation des procédures des marchés publics Livrable :		x	x	x	MINEFID/ARCO P, DG-CMEF		PM	
	Activité 16 : Organiser un voyage d'étude pour s'inspirer des expériences réussies dans l'utilisation des outils modernes de paiement de la dépense publique Livrable : le rapport du voyage d'étude contenant les bonnes pratiques, les conditions de succès, les défis et les leçons apprises dans l'utilisation des outils modernes de paiement de la dépense publique		x			MINEFID/DGTC P/ACCT	Etat, PTF	20	
	Activité 17 : Elaborer une stratégie pour l'utilisation des outils modernes de paiement de la dépense publique assortie d'un plan d'actions Livrable : les options d'outils modernes de paiement de la dépense publique et le plan d'actions		x			MINEFID/DGTC P/ACCT	Etat, PTF	100	
	Activité 18 : Mettre en place l'outil moderne de paiement de la dépense publique Livrable : Outil moderne de paiement fonctionnel		x			MINEFID/DGTC P/ACCT	Etat, PTF	400	
	MONITORING								
	SOUS-TOTAL ACTION 3.2							1 233	
	TOTAL COMPOSANTE 3							1 653	
	Composante 4: Appui à l'Etat et aux collectivités territoriales pour la mobilisation des ressources pour la réalisation des objectifs du PNDES								
	Action 4.1: Renforcer les capacités de mobilisation des ressources intérieures	Activité 1 : Réaliser une étude sur les déterminants du taux de la pression fiscale Livrable : le rapport de l'étude identifiant les déterminants du taux de la pression fiscale		x			MINEFID/DGES S/SP- CPF/BAES/ DGI	Etat, PTF	PM

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Activité 2: Réaliser une étude pour la réforme du régime d'imposition du secteur des microentreprises Livrable: le rapport d'étude proposant de nouvelles modalités d'imposition		x			MINEFID/DGI, SP CPF	Etat, PTF	100
	Activité 3 : Relire la cédule d'impôt de la contribution du secteur boisson Livrable: le rapport d'étude proposant de nouvelles modalités d'imposition du secteur boisson		x			MINEFID/DGI, SP CPF	Etat, PTF	50
	Activité 4: appuyer l'organiser les états généraux de la fiscalité Livrables: Rapport général des états généraux	x				MINEFID/DGI, SP CPI	Etat, PTF	50
	Activité 6: Réaliser des monographies professionnelles sur les secteurs d'activités à fort potentiel (mines, banques, assurances, télécommunications) Livrable: les 4 monographies détaillées des quatre secteurs (mines, banques, assurances, télécommunications)	x	x			MINEFID/DGI	PTF	48
	Activité 7 : Réaliser une étude sur le potentiel de financement de l'épargne interne Livrable: le rapport d'étude sur le potentiel de financement de l'épargne interne disponible		x	x		MINEFID/DGTC P/DAMOF	Etat, PTF	60
	Activité 9 : Effectuer un voyage d'étude au KENYA pour s'inspirer des expériences réussies en matière de paiement électronique d'impôts, taxes et droits de douanes Livrable: le rapport du voyage d'étude contenant les bonnes pratiques, les conditions de succès, les défis et les leçons apprises en matière de paiement électronique d'impôts, taxes et droits de douanes		x			MINEFID/DGTC P/ACCT	Etat, PTF	20

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
							Source de financement	Description du budget (en million)
		AN1	AN2	AN3	AN4			
	Activité 10: Elaborer une stratégie de paiement électronique d'impôts, taxes et droits de douanes au Burkina Faso assorti d'un plan d'action Livrable: le document de stratégie et le plan d'actions	x				MINEFID/DGTC P/ACCT	Etat, PTF	60
	Activité 11 : Accompagner la mise en œuvre du plan d'actions pour l'opérationnalisation de la stratégie de paiement électronique d'impôts, taxes et droits de douanes Livrable:		x	x	x		Etat, PTF	PM
	Activité 12 : Réaliser l'inventaire du portefeuille de l'Etat Livrable: la situation exhaustive des titres de l'Etat	x	x	x	x	MINEFID/DGTC P	Etat, PTF	10
	Activités 13 : Appuyer l'opérationnalisation de la feuille de route sur la réforme comptable Livrable : la réforme comptable est opérationnelle	x	x	x	x	MINEFID/DGTC P/DELF	Etat, PTF	120
	Activité 14: Organiser deux voyages d'études au Cameroun et au Maroc pour s'inspirer de leurs expériences en matière d'impôt foncier Livrable: le rapport du voyage d'étude contenant les bonnes pratiques, les conditions de succès, les défis et les leçons apprises en matière d'impôt foncier		x			MINEFID/DGI	Etat, PTF	25
	Activité 15: Former annuellement 100 agents sur les notes synthétiques caractéristiques des secteurs d'activités à fort potentiel fiscal ou à risque de déperdition fiscale Livrable: 80% des agents formés sont aptes à assurer un contrôle fiscal dans lesdits secteurs d'activités		x	x		MINEFID/DGI	Etat, PTF	16

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Activité 16 : Actualiser le guide du contrôle sur pièces Livable: un guide de contrôle sur pièces actualisé		X			MINEFID/DGI	PTF	5
	Activité 17 : Former 300 agents sur le guide du contrôle sur pièces Livable: 80% des agents formés capables d'effectuer le contrôle sur pièces		X			MINEFID/DGI	Etat, PTF	22
	Activité 18: Interfacer la base de données du dispositif de collecte automatique avec SINTAX Livable: Base de données exploitables sur SINTAX		X			MINEFID/DGI	PTF	17
	Activité 19: Former annuellement 100 agents pour l'utilisation du système de collecte automatique de données fiscales Livable: 80% des agents formés à l'utilisation du système de collecte automatique de données fiscales	X	X			MINEFID/DGI	Etat, PTF	20
	Activité 20: Assurer une communication sur le collecteur de données fiscales Livable: les citoyens et les acteurs de mise en œuvre du dispositif de collecte des données sont sensibilisés sur les enjeux de collecteur de données fiscales	X	X	X	X	MINEFID/DGI	Etat, PTF	80
	Activité 21 : Réaliser la cartographie des risques en vue d'élaborer la matrice des risques de fraude au sein de la DGI et de la DGD Livable: Une matrice des risques de fraude et les plans de mitigation des risques de la DGI et de la DGD	X	X			IGF/ DGI/ DGD		60
	Activité 22 : Former les inspecteurs techniques et les membres des comités anti-corruption chargés de la mise en œuvre du plan de mitigation	X	X	X	X	IGF/ DGI/ DGD		40

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Livrable: 30 inspecteurs des de la DGI et de la DGD et 12 membres des Comités anti-corruption de la DGI et de la DGD sont formés							
	MONITORING							
	SOUS-TOTAL ACTION 4.1							781
Action 4.2: Renforcer les capacités de mobilisation et de gestion efficace des ressources extérieures	Activité 1: Elaborer le texte portant mise en place des organes de coordination de la Politique nationale de la coopération au développement (PNCD) Livrable: le projet de décret portant mise en place des organes de coordination de la Politique nationale de la coopération au développement (PNCD)	x				MINEFID/DGCO OP	Etat, PTF	5
	Activité 2: Sensibiliser 100 représentants des acteurs de développement dans dix (10) régions du Burkina Faso sur la Politique nationale de la coopération au développement (PNCD) Livrable: 100 représentants des acteurs de développement par région connaissent la PNCD et sont capables de partager les connaissances acquises		x			MINEFID/DGCO OP	Etat, PTF	60
	Activité 3: Former annuellement 35 acteurs des unités de coordination de la PNCD sur le pilotage des projets et programmes de développement Livrable: 70% acteurs sont dotées de connaissances pour coordonner la mise en œuvre de la PNCD	x	x	x		MINEFID/DGCO OP	Etat, PTF	50
	Activité 4: Accompagner la rationalisation des unités de gestion des projets et programmes de développement	x	x			MINEFID/DGEP/ DGCOOP/DCB/ DCM	Etat, PTF	50

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Livrable: unités de gestion des projets et programmes mis en place sont pertinentes							
	Activité 5: Développer le module de gestion des correspondances dans le CIFE	x				MINEFID/DGCO OP/DGSI	Etat, PTF	50
	Livrable: le module de gestion des correspondances opérationnel							
	Activité 6: Opérationnaliser le module de suivi-évaluation de Circuit intégré de des financements extérieurs (CIFE)	x				MINEFID/DGCO P, DGTCO /DGSI	Etat, PTF	50
	Livrable : le module de suivi-évaluation opérationnel							
	Activité 7 : Finaliser l'interface CIFE-PGA pour le recoupement d'informations		x			MINEFID/DGCO P, DGTCO et DGSI	Etat, PTF	30
	Livrable: l'interface CIFE-PGA (Plateforme de gestion de l'aide) est opérationnelle							
	Activité 8: Acquérir et déployer un nouveau serveur pour la Plateforme de gestion de l'aide (PGA)	x				MINEFID/DGCO OP, ANPTIC	Etat, PTF	50
	Livrable: le nouveau serveur livré, déployé et configuré pour l'utilisation de la PGA							
	Activité 9 : Conduire une étude sur la capacité d'absorption des ressources extérieures assortie d'un plan d'actions	x	x			MINEFID/DGCO OP	Etat, PTF	35
	Livrable: le rapport de l'étude et son plan d'actions pour améliorer l'absorption des ressources extérieures							
	Activité 10 : Accompagner la mise en œuvre du plan d'actions pour améliorer l'absorption des ressources extérieures	x	x	x	x	MINEFID/DGCO OP	Etat, PTF	PM
	Livrable:							

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	<p>Activité 11 : Organiser des voyages d'études en vue de capitaliser et mettre en œuvre les bonnes pratiques liées à la coopération Sud-sud et Triangulaire au Burkina Faso</p> <p>Livrable: le rapport du voyage d'étude contenant les bonnes pratiques, les conditions de succès, les défis et les leçons apprises en matière de coopération Sud-sud et Triangulaire.</p>		X			MINEFID/DGCO OP, MAECBE, MATD/DGCT	Etat, PTF	25
	<p>Activité 12: Réaliser une étude sur la situation des coopérations Sud-Sud et Triangulaire</p> <p>Livrable : le rapport de l'étude assorti d'un plan d'actions.</p>		X			MINEFID/DGCO OP	Etat, PTF	25
	<p>Activité 13 : Réaliser une étude d'évaluation de la mise en œuvre de la division du travail et la complémentarité entre les PTF</p> <p>Livrable: le rapport d'évaluation de la mise en œuvre de la division du travail et la complémentarité entre les PTF</p>				X	MINEFID/DGCO OP	Etat, PTF	5
	<p>Activité 14: Former annuellement 25 acteurs de la chaîne de l'endettement sur les thématiques innovantes liées à la mobilisation des ressources extérieures</p> <p>Livrable: 95% acteurs maîtrisent les thématiques développées</p>	X	X	X	X	MINEFID/DGTC P/DDP	Etat, PTF	25
	<p>Activité 15 : Former sur trois (3) ans 500 acteurs sur la réforme comptable</p> <p>Livrable : les acteurs de la réforme maîtrisent les nouvelles méthodes, procédures et outils comptables</p>	X	X	X	X	MINEFID/DGTC P/DELFI	Etat, PTF	32
	<p>Activité 16: Relire le cadre réglementaire et institutionnel de la gestion de la dette</p> <p>Livrable : nouveaux textes réglementaires</p>	X	X			MINEFID/DGTC P/DDP	Etat, PTF	9

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Activité 17 : élaborer une stratégie de programme pays avec le Fonds vert climat Livrable : la stratégie de programme élaborée		x			PM/PPF-FVC, MEEVCC/SP-CONEDD, DGEVCC MINEFID/DGCO OP, PTF	Etat, PTF	10
	Activité 18 : Elaborer des stratégies/programme de coopération avec les partenaires du Burkina Faso Livrable : les stratégies/programme de coopération		x			MINEFID/DGCO OP	Etat, PTF	15
	Activité 19 : Elaborer un guide au profit des CT sur les techniques de négociation et de mobilisation des ressources extérieures Livrable : un guide sur les techniques de négociation et de mobilisation des ressources de la coopération décentralisée		x			MATD/ DGCT	PTF	15
	Activité 20 : Former annuellement 431 acteurs des collectivités territoriales et des responsables des services de coopération décentralisée (381 présidents de conseil des CT, 381, secrétaires généraux et 100 responsables des services de coopération décentralisée) sur le guide de mobilisation des ressources Livrable : 90% au moins des personnes formées capables d'utiliser le guide sur les techniques de négociation et de mobilisation des ressources		x	x		MATD/DGCT	Etat, PTF	68
	Activité 21 : Evaluer et diffuser annuellement les appuis des PTF intervenant au Burkina Faso dans le cadre de la mobilisation des ressources complémentaires à la mise en œuvre du PNDES Livrable : rapport d'évaluation est disponible et diffusée	x	x	x	x	MINEFID/DGCO OP/DGESS	PTF	100

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Activité 22: Evaluer annuellement la contribution des ONG/AD à la mise en œuvre du PNDES Livrable: Document d'évaluation	x	x	x	x	MINEFID/DGCO OP/	Etat, PTF	40
	Activité 23 : Suivre les réalisations de 25 ONG/AD structurants contribuant à la mise en œuvre du PNDES Livrable: Les réalisations de 25 ONG/AD concourant à la mise en œuvre du PNDES ont été visitées sur le terrain	x	x	x	x	MINEFID/DGCO OP	Etat/PTF	42
	Activité 24 : Evaluer annuellement le Programme économique du Burkina Faso avec le FMI pour la mise en œuvre du PNDES Livrable : Rapport d'évaluation	x	x	x	x	MINEFID/DGCO OP	Etat/PTF	80
	Activité 25: Evaluer la mise en œuvre du CGAB et des engagements financiers des PTF faisant de l'AB dans la mobilisation des ressources du PNDES Livrable : Rapport d'évaluation	x	x	x	x	MINEFID/DGCO OP	Etat/PTF	64
	Activité 26: Réaliser les enquêtes de suivi des indicateurs de la coopération retenus dans le PNDES et les politiques sectoriels Livrable : indicateurs renseignés	x	x	x	x	MINEFID/DGCO OP	Etat/PTF	24
	Activité 27 : Evaluer les cadres de concertation entre le gouvernement et les ONG/Associations de développement (JNC, JSC, JRC) Livrable : Rapport d'évaluation	x	x	x	x	MINEFID/DGCO OP	Etat/PTF	82,3
	MONITORING							
	SOUS-TOTAL ACTION 4.2							926

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	<p>Activité 1 : Elaborer un dossier type d'appel d'offre et un contrat type des PPP ainsi qu'un guide des bonnes pratiques en matière de PPP.</p> <p>Livrables : le DAO type, le contrat-type des PPP et le guide des bonnes pratiques</p>	x	x			MINEFID/DGCO OP	Etat, PTF	43
	<p>Activité 2 : Réaliser une étude exploratoire sur les opportunités de mobilisation des ressources des autres types de financement (caritatif, mécénat, diaspora et responsabilité sociétale de l'entreprise...)</p> <p>Livrable : le rapport d'étude exploratoire sur les opportunités et les sources de mobilisation des ressources issues des autres types de financements</p>	x				MINEFID/DGC COP	Etat, PTF	40
	<p>Activité 3 : Acquérir du matériel informatique et des logiciels sur le suivi-évaluation des investissements au profit du CPI</p> <p>Livrable : équipements informatiques et logiciels de suivi-évaluation des investissements privés</p>	x	x	x	x	SP/CPI	Etat, PTF	45
	<p>Activité 4 : Elaborer une stratégie de réduction des coûts des facteurs de production assortie d'un plan d'actions</p> <p>Livrable : la stratégie de réduction des coûts des facteurs assortie d'un plan d'actions</p>	x	x			MCIA/SP-CPI	Etat, PTF	20
	<p>Activité 5 : Accompagner la mise en œuvre du plan d'action de la stratégie réduction des coûts des facteurs</p> <p>Livrable :</p>		x	x	x	MCIA/SP-CPI	Etat, PTF	PM
	<p>Activité 6 : Réaliser une étude prospective sur la gestion des ressources humaines à l'horizon 2035 en vue d'assurer l'adéquation entre l'offre et la demande de ressources humaines</p>		x			MCIA/SP-CPI	Etat, PTF	80

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
							Source de financement	Description du budget (en million)
		AN1	AN2	AN3	AN4			
	Livrable: le Rapport d'étude prospective sur la planification des besoins en ressources humaines à l'horizon 2035							
	Activité 7: Effectuer un voyage d'étude pour s'inspirer des bonnes pratiques en matière d'amélioration du climat des affaires au Rwanda et à l'île Maurice							
	Livrable: le rapport du voyage d'étude contenant les bonnes pratiques, les conditions de succès, les défis et les leçons apprises en matière d'amélioration du climat des affaires au Rwanda et en île Maurice	x				MCIA/MUH/MIN EFID	Etat, PTF	20
	Activité 8 : Elaborer un plan d'actions des réformes à entreprendre dans le cadre du Doing Business							
	Livrable: le plan d'actions des réformes à entreprendre dans le cadre du Doing Business		x			MCIA/MUH/MIN EFID	Etat, PTF	30
	Activité 9: Acquérir des équipements pour moderniser la gestion du foncier							
	Livrable: équipements (20 scanners, 4 GPS Positionnement réel, 4 Stations Totale, 4 Imprimantes laser)	x	x			MINEFID/ DGI	Etat, PTF	221
	Activité 10 : Réaliser une étude pour l'élaboration de la stratégie de promotion des investissements de la diaspora							
	Livrable : le rapport d'étude sur la stratégie de promotion des investissements de la diaspora		x			MCIA/SP-CPI	Etat, PTF	50
	Activité 11 Réaliser l'étude pour l'élaboration de la stratégie de promotion des investissements étrangers							
	Livrable : le rapport d'étude diagnostique et le document de stratégie sur la promotion des investissements étrangers		x			CPI/MCIA/MACB E	Etat, PTF	50

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	Activité 12: Former les représentations diplomatiques sur la stratégie de promotion des investissements étrangers Livrable: 75% des représentations diplomatiques formées sur la stratégie de promotion des investissements étrangers		X			CPI/MCIA/MACB E	Etat, PTF	PM
	Activité 13 : Evaluer l'efficacité du cadre de concertation gouvernement-secteur privé et proposer un plan de mise en œuvre des recommandations, Livrable : le rapport d'évaluation de l'efficacité du cadre de concertation gouvernement-secteur privé et plan de mise en œuvre des recommandations	X				MCIA/DGPE	Etat, PTF	25
	Activité 14 : Mettre en place une task force pour booster la réalisation des études de faisabilité des investissements structurants (projets prioritaires) Livrable : le rapport indiquant le nombre d'études de faisabilité des investissements structurants booster par la task force	X	X			SP-PNDES	Etat, PTF	20
	Activité 15 : Réaliser les études de faisabilité des investissements structurants Livrable: les rapports des études de faisabilité des investissements structurants élaborés	X	X	X	X	SP-PNDES	Etat, PTF	200
	Activité 16: réaliser une étude de faisabilité en vue de la création d'une agence foncière industrielle Livrables: Rapport de l'étude	X				MINEFID/MCIA/SP-CPI/API-BF		20
	Activité 17: Tenir les sessions du Mécanisme de suivi des recommandations du CPI sur l'amélioration du climat des affaires Livrables: Rapport des sessions		X	X		PM/SP-CPI		97
	MONITORING							

Composantes/ Actions	Activités planifiées	Période de réalisation				Structures responsables	Prévision de budget	
		AN1	AN2	AN3	AN4		Source de financement	Description du budget (en million)
	SOUS-TOTAL ACTION 4.3							868
	TOTAL COMPOSANTE 4							2 575
	TOTAL GENERAL COMPOSANTES							7 125
	GESTION DE LA COORDINATION ET SUIVI ET EVALUATION							712,5
	COUT TOTAL							7 837,8

